Transmis à M.
Secrétaire [illegible]

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur le 13 octobre 1972 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement général sur le contrôle des engagements de dépenses et sur la comptabilité des provinces", a donné le 19 février 1973 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e oktober 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp-koninklijk besluit "houdende algemeen reglement betreffende de controle op de vastlegging van uitgaven en de comptabiliteit van de provincies", heeft de 19e februari 1973 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Suivant les renseignements recueillis, le projet actuellement soumis au Conseil d'Etat a été élaboré voici plus de vingt-cinq ans par des fonctionnaires qui ont aujourd'hui pris leur retraite. Depuis lors, il a été soumis à divers organismes, autorités et administrations, et certaines modifications et additions y ont été apportées sans qu'on puisse toujours en discerner les motifs.

En outre, le fonctionnaire délégué par le Gouvernement pour fournir des éclaircissements au Conseil d'Etat a dû, à cause de son état de santé, être remplacé par deux autres fonctionnaires. Ceux-ci, malgré leur désir manifeste d'éclairer le Conseil d'Etat, n'ont pas toujours pu retrouver dans les dossiers les raisons de certaines dispositions, ni même la portée de celles-ci.

C'est donc sous toutes réserves au sujet des dispositions qu'il aurait pu mal interpréter, que le Conseil d'Etat émet son avis.

II.

Le mode d'élaboration du projet a pour conséquence un manque d'unité. Les diverses personnes qui y ont collaboré ont parfois utilisé une terminologie différente pour une même notion et n'ont pas toujours tenu compte du fait

.../...

que certaines règles qu'elles énonçaient se trouvaient déjà reproduites à d'autres endroits. On note aussi parfois un manque de parallélisme quant aux solutions adoptées pour des situations analogues.

Des observations précises à ce sujet seront formulées lors de l'examen des articles.

Toutefois, en ce qui concerne la terminologie, il a paru plus simple, pour des notions qui reviennent fréquemment dans le projet, de faire, au début de l'avis, les remarques qui s'imposent de façon à éviter des répétitions.

1) Pour les sommes prévues en dépenses au budget, le projet emploie tantôt le mot "allocations" tantôt le mot "crédits". Il conviendrait d'utiliser toujours l'expression "crédits", qui paraît la plus adéquate.

Cette observation vaut notamment pour les articles 6, 7, 8, 9, 11, 13, 16, 17, 20, 22, 25, 80, 81, 85, 86, 88, 92, 93, 113, 119, 126, 127, 134, 141 .

2) L'article 113bis de la loi provinciale institue pour chaque province un emploi de comptable. L'article 114 de la même loi permet, pour effectuer certaines recettes, l'établissement de receveurs spéciaux que cet article qualifie également de comptables, et son article 114quater prévoit la possibilité de désigner des comptables particuliers pour les régies provinciales.

./.

De son côté, le projet établit des fonctionnaires ordonnateurs pour les ouvertures de crédit (article 110) et des comptables spéciaux (article 116) chargés de la gestion des avances de fonds.

Pour éviter toute confusion à cet égard, il s'indique de réserver, en principe, le titre de "comptable" au fonctionnaire prévu à l'article 113bis de la loi provinciale et de le qualifier "comptable provincial" comme à l'article 100, ou "comptable prévu à l'article 113bis de la loi provinciale".

A plusieurs reprises le projet parle du "comptable visé à l'article 30", mais comme l'article 30 du projet renvoie lui-même à l'article 113bis de la loi provinciale, il est préférable d'indiquer directement cette référence comme le fait notamment l'article 122 du projet.

Cette observation vaut pour les articles 48, 62, 65, 104, 112 et 139.

Quant aux agents que la loi provinciale appelle receveurs spéciaux, le projet leur donne fréquemment ce titre mais il les appelle parfois aussi "comptables", "comptables en deniers" ou "comptables ordinaires". Il convient, pour la clarté, de les dénommer toujours "receveurs spéciaux".

Cette remarque vaut notamment pour les articles 46, 49, 6°, 53, 55, 62, 64 et 69.

./.

Pour les fonctionnaires ordonnateurs, il y a pas lieu de formuler d'observation. Par contre, à l'article 82 le comptable spécial est qualifié "comptable".

3) Par souci de concordance avec la terminologie de la loi provinciale, il conviendrait d'écrire "Le budget de la province ..." au lieu de "Le budget provincial ..." dans toutes les dispositions où cette dernière expression est employée.

4) Le projet emploie parfois la formule "Société anonyme "Crédit communal de Belgique", qui est celle utilisée à l'article 113 de la loi provinciale. Parfois aussi il la dénomme "S.A. Crédit communal de Belgique" ou "Crédit communal de Belgique". La première formule étant fort longue et aucun risque de confusion n'étant à craindre puisque le Crédit communal est la seule institution de ce genre, il est suggéré d'employer partout l'expression "Crédit communal de Belgique".

III.

Le règlement en projet est fondé sur l'article 113, dernier alinéa, de la loi provinciale qui charge le Roi d'établir "le règlement général sur le contrôle des engagements de dépenses et sur la comptabilité des provinces".

Le Roi n'y trouve pas le pouvoir d'imposer au conseil provincial ou à la députation permanente, en dehors du contrôle des engagements de dépenses ou de la comptabilité, des règles qui viendraient s'ajouter à celles qui sont contenues dans la loi provinciale.

.../...

Il ne convient même pas de reprendre dans le règlement des textes législatifs applicables. Une telle façon de procéder a, en effet, l'inconvénient de créer la confusion entre la loi et le règlement, alors que la loi ne peut être modifiée que par le législateur.

Certaines dispositions du projet devront, en conséquence, être omises. Elles seront indiquées au cours de l'examen des articles.

IV.

La division du projet n'est pas conforme à l'usage. En effet, les chapitres y sont divisés en paragraphes qui comprennent chacun plusieurs articles. Or, il est de règle, dans les textes législatifs ou réglementaires, de diviser les chapitres en sections, les paragraphes constituant les sbdivisions des articles.

Dans les articles où figurent les numéros 1, 2 etc, il convient d'écrire 1°, 2° etc.

Les numéros des chapitres devraient être indiqués en chiffres romains, les chiffres arabes étant réservés aux sections, aux articles et aux paragraphes.

V.

Plusieurs dispositions du projet sont relatives au rôle de la Cour des comptes. C'est normal puisqu'en vertu de la loi du 29 octobre 1846 qui l'organise, cette Cour est chargée du contrôle des comptes des provinces.

.../...

Toutefois, la Cour des comptes a été créée par l'article 116 de la Constitution. Sa mission a été déterminée par la loi du 29 octobre 1846 précitée. Cette loi ne donne aucun pouvoir au Roi pour déterminer la façon dont la Cour doit remplir sa mission. Au contraire, suivant son article 20, il ne peut être fait de changement au règlement d'ordre de la Cour qu'avec l'approbation de la Chambre des Représentants.

Dès lors, l'arrêté en projet, s'il peut imposer certaines règles à l'administration dans ses rapports avec la Cour des comptes, ne peut formuler d'injonction à l'égard de cette Cour.

Cette observation vaut pour les articles 115 et 125 du projet. Elle sera précisée lors de leur examen.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

L'alinéa 3 est superflu et doit être omis.

Il en est de même de l'alinéa 5. L'arrêté royal du 10 juillet 1935 étant abrogé par le projet, il ne doit pas en être fait mention dans le préambule.

.../...

Articles 2, 3 et 4.

Ces articles reproduisent le texte de l'article 2, alinéa 2, des articles 3, 4, 5, 6 et 7, § 1er, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat. Or, en vertu de l'article 77, § 2, de cette loi qui insère dans l'article 66 de la loi provinciale un alinéa 4, les règles établies pour les services d'administration de l'Etat en ce qui concerne la durée de l'année budgétaire et les reports de crédits couvrant à la fois les actes d'engagement et les opérations d'ordonnancement sont applicables aux provinces .

Par conséquent, les articles 2, 3 et 4 du projet devraient être omis pour les motifs indiqués dans l'observation générale III.

Si, pour des raisons pratiques, le Gouvernement estime devoir rappeler ces règles, il suffirait d'ajouter à l'article 1er un alinéa 2 rédigé comme suit :

"En conformité de l'article 66, alinéa 4, de la loi provinciale, les articles 2, alinéa 2, 3, 4, 5, 6 et 7, § 1er, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat sont applicables à ce budget."

./.

Article 5.

Le mot "détaillé" qui ne figure d'ailleurs pas dans le texte néerlandais, est superflu et doit être omis.

Article 6.

Le terme "service", qui est employé à l'article 6, peut prêter à équivoque. Le projet parle à de nombreuses reprises des "établissements et services".

Pour éviter toute possibilité de confusion due à l'emploi du même mot dans deux acceptions tout à fait différentes, il serait préférable de rédiger l'article 6, alinéa 1er, comme suit :

"Les recettes et les dépenses ordinaires ne peuvent être confondues avec les recettes et les dépenses extraordinaires".

A l'alinéa 2, le mot "service" pourrait être remplacé par le mot "nature".

A l'alinéa 4, on pourrait remplacer "service" par "budget" .

A l'alinéa 5, il est inexact de prétendre que des "recettes" peuvent se rapporter à "une année budgétaire close". En effet, dans le système de gestion qui est celui du projet, les recettes appartiennent nécessairement à l'année pendant laquelle elles sont perçues .

On pourrait donc remplacer la formule du projet par : "... les recettes conservent leur nature ... même si elles ont trouvé leur source au cours d'une année budgétaire close".

Article 7.

L'alinéa 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Les dépenses provinciales sont réparties en dépenses obligatoires et en dépenses facultatives".

A l'alinéa 2, il faudrait écrire : "Les dépenses obligatoires et les dépenses facultatives sont portées séparément au budget. Un même crédit ...".

Article 8.

Le début de cet article devrait se lire comme suit :

"Les crédits de dépenses ordinaires et extra-ordinaires sont limitatifs, à l'exception, toutefois, des crédits relatifs à des dépenses retenues ...".

Article 11.

A l'alinéa 2 de cet article, il serait préférable d'écrire "leur libellé" plutôt que "le libellé".

./.

Article 12.

Le a) de cet article devrait être rédigé comme suit :

"a) le solde actif du budget ordinaire des années antérieures;".

Le h) parle des interventions de l'Etat dans les dépenses provinciales. Or, l'article 14 du projet, qui est relatif aux recettes extraordinaires, parle, au c), des subventions de l'Etat dans les dépenses provinciales de nature extraordinaire .

Pour uniformiser les deux textes, il serait préférable, à l'article 12, h, de parler de dépenses provinciales ordinaires.

Au littera i) il faudrait, in fine, remplacer les mots "ces services" par "celles-ci".

Article 13.

Le a) de cet article devrait être rédigé comme suit :

"a) le solde passif du budget des années antérieures;" .

./.

Au h), il conviendrait d'écrire : "un crédit permettant...".

Le i) devrait être rédigé comme suit :

"i) un crédit destiné à parer aux insuffisances des crédits affectés aux dépenses obligatoires;".

Article 14.

Au a) de cet article, il convient de remplacer le mot "service" par "budget" et de supprimer le mot "budgétaires".

Article 15.

Au a) de cet article, le mot "service" devrait être remplacé par le mot "budget" et le mot "budgétaires" devrait être supprimé .

Le e) appelle une observation de principe. Il n'est pas conforme à l'orthodoxie budgétaire de faire figurer parmi les dépenses extraordinaires "les prélèvements en vue d'alimenter le fonds d'amortissement de la dette provinciale". L'article 13, f), fait d'ailleurs figurer parmi les dépenses ordinaires "l'amortissement régulier et les intérêts des emprunts".

./.

Selon les fonctionnaires délégués, ce fonds d'amortissement ne vaudrait que pour des emprunts très anciens, placés sans le concours du Crédit communal. Mais, outre que cette précision ne résulte pas du texte, il n'est pas normal que figurent parmi les dépenses extraordinaires (couvertes normalement par l'emprunt) des sommes destinées à l'amortissement d'emprunts antérieurs.

Article 19.

Au littera i) de cet article, il conviendrait d'écrire " taxe sur la valeur ajoutée" au lieu de"T.V.A.".

Article 20.

Cet article s'inspire de l'article 16 de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale. L'alinéa 2 de l'article 16 précité est rédigé comme suit :

"A la clôture de l'exercice , le solde disponible sur chaque fonds est transféré à l'exercice suivant".

Pour éviter toute équivoque, il serait opportun de reprendre cet alinéa dans le projet.

En outre, il y aurait lieu, in fine de l'article, d'écrire : "l'application de dispositions législatives ...".

./.

Article 22.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Lorsque le budget de la province est voté mais non approuvé ...".

Article 23.

A cet article, il y aurait lieu d'écrire, in fine, "... du conseil provincial qui sont transmises sans délai au Ministre de l'Intérieur pour être soumises à l'approbation du Roi".

Article 24.

Selon cet article, les crédits supplémentaires ou spéciaux ainsi que les transferts doivent être votés avant le 31 décembre de l'année à laquelle ils se rapportent.

Une telle disposition se conçoit fort bien lorsque la comptabilité est tenue selon le système d'exercice et que, par conséquent, les opérations de l'exercice se prolongent pendant un certain temps après le 31 décembre. Elle paraît beaucoup plus difficile à admettre si on adopte, commme le fait le projet, le système dit "de gestion" qui fait coïncider l'année budgétaire avec l'année civile.

./.

En effet, si le crédit est voté durant les derniers jours de décembre, la décision d'approbation du crédit ne parviendra pas à la députation permanente avant le mois de janvier de l'année suivante. Dès lors, ou bien la dépense aura été engagée avant le 31 décembre, c'est-à-dire en l'absence d'un crédit l'autorisant, ou bien elle ne sera engagée qu'après réception de l'arrêté d'approbation, c'est-à-dire au cours de l'année suivante, et devrait donc être imputée sur le budget de cette année.

Une telle façon de procéder ne se conçoit que pour des prélèvements d' office effectués sur le compte de la province au Crédit communal avant le 31 décembre. En pareil cas, le crédit spécial ou le transfert ne constitue qu'une mesure de régularisation.

Article 25.

Cet article dispose :

"Les prélèvements effectués sur l'allocation visée à l'article 13, littera i, sont rattachés aux allocations insuffisantes par voie de transferts ordonnés par la députation permanente au fur et à mesure des besoins.

Ces arrêtés de transfert sont transmis à la Cour des comptes".

./.

Au premier abord, une telle disposition paraît contraire à l'article 67 de la loi provinciale, qui dispose :

"Aucun transfert de dépense ne peut avoir lieu d'une section à l'autre, ni d'un article à l'autre du budget, sans l'autorisation du Conseil et l'approbation du Roi".

Toutefois cette contradiction n'est qu'apparente et provient de l'impropriété des termes utilisés. En effet, l'article 13, littera i, précité, dispose que les dépenses ordinaires comprennent notamment :

"i) une allocation destinée à parer aux insuffisances des allocations affectées aux dépenses obligatoires."

Le texte indique bien qu'il s'agit non d'un crédit destiné à faire face à des dépenses d'une nature déterminée, comme c'est le cas pour les autres articles du budget, mais d'un crédit dont le montant est destiné à être réparti éventuellement entre divers articles déterminés du budget .

Il ne s'agit donc pas de véritables transferts puisque le crédit, par sa nature, doit bénéficier à d'autres articles du budget, mais de prélèvements préalablement autorisés .

C'est pourquoi l'article devrait être rédigé comme suit :

./.

"Article 25. - Les prélèvements effectués sur le crédit visé à l'article 13, littera i, sont rattachés aux crédits insuffisants par voie de prélèvements ordonnés par la députation permanente au fur et à mesure des besoins.

Les arrêtés qui y sont relatifs sont transmis à la Cour des comptes".

Article 31.

Cet article impose au conseil provincial l'obligation d'établir les impositions provinciales au plus tard le 31 décembre de l'année à laquelle elles se rapportent.

En vertu de l'article 108 de la Constitution, les institutions provinciales sont réglées par des lois. Si la loi provinciale soumet à l'approbation du Roi les décisions du conseil provincial relatives aux moyens de faire face aux dépenses, elle n'a pas donné au Roi le pouvoir de réglementer sur ce point.

Le législateur a voulu que le Roi puisse se prononcer dans chaque cas sans être lié par des règles. En fixant une date qui ne pourra jamais être dépassée, le Roi ajoute à la loi .

./.

Certes, le Roi peut avertir les provinces qu'en principe il n'approuvera pas des impositions établies tardivement, mais il doit pouvoir garder entier son pouvoir d'appréciation pour le cas où une situation exceptionnelle se présenterait .

En conséquence la disposition doit être omise.

Article 32.

La préparation et la confection des rôles des impositions provinciales sortent du domaine de la comptabilité et du contrôle de l'engagement des dépenses.

Les premier, troisième et quatrième alinéas ne font que reprendre sous une autre forme des règles établies par les articles 206 et 207 du Code des impôts sur les revenus (lois coordonnées par l'arrêté royal du 26 février 1964) et par l'article 13 de la loi du 5 juillet 1871.

Ces dispositions doivent donc être omises.

Quant à l'alinéa 2 suivant lequel, sauf les exceptions prévues par la loi, les rôles sont rendus exécutoires au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition, il constitue incontestablement une règle de bonne gestion mais il est étranger, lui aussi, à la comptabilité et au contrôle de l'engagement des dépenses. Au surplus, en ce qui concerne les centimes additionnels aux impôts d'Etat, il est

./.

en contradiction avec l'article 175 de l'arrêté royal du 4 mars 1965, pris en exécution de l'article 208 du Code des impôts sur les revenus, article suivant lequel les rôles sont dressés aux époques fixées par l'administration ou par les délégués de celle-ci. Pour ce qui est des autres impôts, la méthode la plus conforme à la loi et la plus efficace consiste à adresser une circulaire aux gouverneurs chargés de rendre les rôles exécutoires.

L'article doit donc être entièrement omis.

Article 35.

L'article 35 du projet ne tient pas compte de la possibilité offerte aux établissements et services provinciaux de pratiquer la "facturation interne" des dépenses, ainsi qu'il est dit à l'article 85 du projet. Le texte devrait être mis en concordance avec ce dernier article .

Articles 36 et 37.

Ces deux articles contiennent des règles relatives aux emprunts et à leur amortissement. Ici encore on se trouve devant une matière étrangère à la comptabilité et où le projet ajoute à la loi. En effet, l'article 86 de la loi provinciale ne limite en rien les pouvoirs du conseil provincial , la seule condition requise étant l'approbation royale.

En conséquence, ces articles doivent être omis.

./.

Article 38.

Selon les fonctionnaires délégués, l'article 38 ne viserait que le cas des emprunts contractés auprès du Crédit communal. L'article 39 prévoit la possibilité d'emprunts avec émission de titres au porteur. Il conviendrait, dès lors, de préciser que l'article 38 ne s'applique pas aux emprunts ayant donné lieu à l'émission de titres au porteur.

Il résulte également des déclarations des fonctionnaires que seuls les emprunts d'investissement sont mentionnés par fonction et investissement. Les emprunts de trésorerie ne sont pas soumis à cette formalité. Mais, bien entendu, ils doivent néanmoins être inscrits dans le livre. De plus, l'inscription des emprunts d'investissement doit se faire par fonction et investissement spécifique.

Le texte ci-dessus répondrait à ces observations :

"Il est tenu un livre spécial où sont mentionnés tous les emprunts réalisés pour compte de la province, sauf ceux qui ont donné lieu à émission de titres au porteur.

Ces emprunts, à l'exception des emprunts d'escompte, sont inscrits par fonction et investissement spécifique".

./.

Article 41.

Le c) de cet article pourrait commencer par les mots : "En cas de subvention pour travaux ...".

Le terme "accordée" pourrait être remplacé par le terme "ferme", qui est plus généralement utilisé.

Le dernier mot du c), "promise", pourraît être omis .

Au d), le mot "promises" peut être remplacé par "fermes".

Quant au mot "éventuellement", il paraît superflu.

Article 42.

Selon le a) de l'alinéa 2, il y a "droit constaté" pour les impositions provinciales lors de l'enrôlement.

Cette disposition pourrait, moyennant un léger aménagement, être conciliée avec l'article 50, alinéa 1er, du projet, qui vise les impositions provinciales à percevoir sur rôles arrêtés et rendus exécutoires par le gouverneur de la province. Cet article 50, alinéa 1er, prévoit, en effet, que ces impositions sont "prises en droits constatés à la date de l'exécutoire du rôle". Mais le présent

./.

article n'est certes pas conforme à l'article 50, alinéa 2, qui prévoit que les recettes effectuées par l'intermédiaire de l'administration de l'Etat, sont enregistrées en droits constatés, non pas lors de l'enrôlement mais bien "sur le vu des avis ou tableaux des versements à la province".

Selon les fonctionnaires délégués, c'est l'article 50 qui traduit la volonté réelle du Gouvernement. Il conviendrait, dès lors, que l'article 42, alinéa 2, a), reprenne les deux cas qui sont prévus à l'article 50.

L'article 40 parlant uniquement d'intervention de l'Etat, il y aurait lieu au c) de remplacer les termes "d'autres pouvoirs publics" par "l'Etat".

Article 43.

A l'article 43, b), il semble préférable d'ajouter in fine "et débiteurs" ; au c), il serait plus correct d'écrire "le montant des sommes". Quant aux termes "en une fois ou périodiquement", ils sont superflus et doivent être omis.

Puisque les droits constatés sont, selon l'article 42, "les sommes dont la débition a été établie dans le cours de l'année (budgétaire)", il apparaît superflu d'encore préciser à l'article 43, d) : dressés "par année budgétaire".

./.

Les mots "des pouvoirs publics" devraient être remplacés par "de l'Etat" (cfr. article 40).

Article 44.

Au d), les termes "pouvoirs publics" doivent être remplacés par "Etat".

Le g), alinéa 1er, est une exception à la règle de la constatation du droit au moment où celui-ci est établi.Dans le cas présent, le droit sera inscrit en droits constatés au moment où la recette est perçue (perception démontrée par les extraits de comptes courants).

L'alinéa 2 du g) est une exception à l'alinéa 1er. En fait, cet alinéa signifie que, contrairement à ce qui est prévu à l'alinéa 1er, la constatation du droit aura lieu à la date d'échéance des intérêts ou à la date d'attribution à la province de dividendes ou parts bénéficiaires si cette date est connue.

Le texte devrait être remanié afin de faire mieux apparaître l'intention poursuivie.

L'alinéa 2 du g) pourrait commencer par "Toutefois, ces sommes ..." et être complété par "si cette date est connue".

./.

La rédaction du h) devrait être revue. Dans une interprétation littérale, il signifierait que les interventions des communes sont inscrites en droits constatés au moment du versement d'acomptes préalablement à la répartition. Ce qui serait illogique. Ce qui est, dans ce cas, inscrit en droits constatés, c'est l'acompte et non l'intervention complète. Seul l'acompte est connu puisque la répartition n'est pas faite. On ne peut donc inscrire celle-ci en droits constatés lors du versement de l'acompte, pour deux raisons péremptoires: 1) le montant de l'intervention n'est pas connu ; 2) celle-ci n'est pas encore un droit constaté.

Article 49.

Au 3° de cet article , la seconde partie de la phrase : "et chargé du recouvrement des droits" est superflue.

Au 5°, il n'y a pas de concordance entre les textes français et néerlandais. Si le texte néerlandais est correct, il y aurait lieu d'écrire, dans le texte français, "les droits irrécouvrables et les droits annulés".

Au 6°, les mots "agent comptable" doivent être remplacés par "receveur spécial".

./.

Article 50.

A l'alinéa 2, il serait préférable d'écrire la deuxième phrase comme suit :

"Elles sont comptabilisées en droits constatés en même temps qu'en recettes effectives ...".

Article 51.

Les termes "pour le paiement de dépenses provinciales" sont superflus.

L'intention poursuivie serait atteinte si l'article 51 commençait comme suit : "Les emprunts, à l'exception des emprunts de trésorerie, sont portés ...".

La seconde phrase devrait faire l'objet d'un alinéa .

Article 52.

A l'alinéa 2 de cet article, "rattachées" est synonyme de "imputées". Il semble préférable d'employer ce dernier terme qui est d'ailleurs celui qui est employé à l'alinéa 3.

./.

La réalisation d'une recette donne lieu à deux extraits de compte :

1° le redevable ou le débiteur verse une somme au C.C.P. ou au compte du Crédit communal du receveur spécial. Cette première opération donne lieu à l'émission d'un extrait de compte ;

2° le receveur spécial vire cette somme à l'un des comptes de la province prévu à l'article 29 de l'arrêté. Cette seconde opération donne également lieu à l'émission d'un extrait de compte .

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'extrait de compte visé à l'alinéa 3 de l'article 52 est celui qui a trait au versement de la recette par le receveur aux comptes de l'article 29. La précision pourrait utilement être apportée. Le problème n'a certes aucune importance dans le courant de l'année, mais il en a incontestablement lors des derniers jours de l'année .

Article 53.

A l'alinéa 2, 5), les termes "fonds temporairement déposés" sont l'une des trois appellations différentes d'une même chose. Les articles 130 et 131 nous parlent, en effet, l'un des "placements temporaires", l'autre des "placements provisoires". Le terme le plus adéquat serait "placements temporaires" .

./.

Article 55.

L'article 55 gagnerait en clarté si l'alinéa 1er était rédigé comme suit : "Sauf les cas prévus à l'article 53, alinéa 2 , et à l'article 54, les receveurs spéciaux sont chargés de recouvrer les recettes de la province".

A l'alinéa 3,il y aurait lieu d'écrire "établissements et services" suivant la formule consacrée.

Article 56.

A l'alinéa 1er, les mots "ouverts à leur administration" devraient être remplacés par la formule habituelle "ouverts à leur établissement ou service".

Article 57.

A l'alinéa 1er il est proposé, avec l'accord des fonctionnaires délégués,de supprimer le membre de phrase "dans les limites à déterminer par la députation permanente".

A l'alinéa 3, les mots "tombant en annulation" devraient être remplacés par les mots "donnant lieu à annulation" .

./.

Le dernier alinéa de l'article 57 prête à équivoque. Les deux cas qu'il vise peuvent être soit les deux cas prévus à l'alinéa 2 (insolvabilité reconnue par la députation permanente et recouvrement abandonné sur décision du conseil provincial), soit les deux cas de l'alinéa 3 (droits constatés donnant lieu à annulation et erreurs matérielles), soit encore les deux cas de l'alinéa 2 plus les deux cas de l'alinéa 3.

Selon les fonctionnaires délégués, les deux cas visés à l'alinéa 4 seraient les deux cas prévus à l'alinéa 2. Dans ces conditions, il serait indispensable d'intervertir l'ordre des alinéas 3 et 4 .

Article 58.

L'article 68, dernier alinéa, parle des "extraits de comptes journaliers". Il s'agit des comptes qui sont visés au présent article 58. Il serait utile de préciser que "les receveurs tiennent journellement ...".

Article 59.

Il serait plus correct d'écrire "Les livres ... sont" . Chaque receveur en tient un. Seul le grand livre des recettes prévu à l'article 73, et qui est tenu par le service central de comptabilité, existe en un seul exemplaire par province .

A la fin de l'alinéa 1er, il conviendrait d'écrire "article 61, alinéa 2".

./.

Article 60.

A l'alinéa 1er, il convient d'écrire, comme aux articles précédents, "les receveurs dressent ...".

Au b), il y a lieu d'écrire "... des droits irrécouvrables , des droits annulés et des droits reportés ...".

Selon l'article 73, le "grand livre des recettes est clôturé ... après réception du tableau récapitulatif visé à l'article 60".

Or, l'alinéa 2 dudit article 60 porte que "ce tableau (récapitulatif) pourrait être remplacé par une copie du grand livre". Il s'agit évidemment d'une copie du "livre de recettes du receveur" et non d'une copie du grand livre des recettes. Le terme "grand" devrait donc être remplacé par les termes " ...livre de recettes du receveur".

Quant au mot "pourrait", il devrait être remplacé par "peut".

Article 61.

Suivant la première phrase de l'alinéa 1er de cet article, "Les recettes ... ne peuvent servir au paiement de dépenses". Il conviendrait de préciser qu'elles "ne peuvent servir au paiement de dépenses par les receveurs eux-mêmes".

./.

Aux termes de cet article, les recettes perçues par les receveurs doivent être versées aux comptes de l'article 29 lorsqu'elles atteignent une somme fixée par la députation permanente et ,de toute façon, mensuellement .

Or, selon l'article 68,c, les comptes du receveur sont accompagnés d'un "relevé détaillé des recettes et versements effectués chaque jour ...". Recettes et versements seraient donc journaliers. Il en est bien ainsi en ce qui concerne les recettes mais pour les versements, il y a discordance entre l'article 68, c, et le présent article.

D'après le fonctionnaire délégué, il y aurait lieu de maintenir l'article 61 et de modifier l'article 68, c, en ces termes : "d'un relevé détaillé des recettes journalières et des versements effectués à l'intervention ...".

A l'alinéa 2, il y a lieu de dire que "Le dernier virement est émis" et de remplacer in fine les termes "du mois de clôture" par "du mois de décembre".

Selon l'article 56, les recettes et versements de receveurs se font par l'intermédiaire de comptes ouverts soit aux C.C.P., soit au Crédit communal. L'article 61, par contre, vise uniquement des "recettes versées à leur C.C.P.". Il y aurait lieu d'uniformiser les deux textes .

./.

Article 62.

A l'alinéa 1er, "l'affectation budgétaire" signifie "l'imputation budgétaire".

Il est préférable d'employer cette dernière expression. L'article 67, d, parle d'imputation budgétaire.

L'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"Eventuellement ils renvoient à un relevé détaillé qu'ils transmettent séparément au comptable...".

A l'alinéa 4, il serait plus correct d'écrire : "...l'imputation budgétaire exacte, l'article et l'année...".

Article 64.

Dans le projet, le terme "gestion" est utilisé pour désigner plusieurs choses différentes.

.../...

Il y a le système de gestion (expression consacrée), il y a la gestion entendue dans le sens d'une année, il y a la gestion entendue dans le sens de "toute la carrière" (par exemple article 69, alinéa 1er) et il y a la gestion entendue dans le sens de "façon de gérer" (par exemple article 70, alinéa 1er).

Il conviendrait d'éviter une telle confusion dans les termes et de remplacer "gestion" par "année" chaque fois que les deux termes sont synonymes.

Article 65.

Les articles 65, 66 et 70 visent tous trois la reddition de comptes par les receveurs : annuelle en règle générale (article 65), immédiate en cas de démission ou de décès (article 66), immédiate encore en cas de déficit (article 70). Il serait plus logique de regrouper ces différentes hypothèses en un seul article ou en deux articles qui se suivent.

.../...

In fine de l'alinéa 3, il est superflu de préciser que les opérations sont portées "conformément aux résultats de ces comptes". Cela va de soi. Cette partie de phrase peut être omise.

A l'alinéa 4, l'expression "portées en dépenses" semble particulièrement mal choisie dès lors qu'on sait que les recettes effectuées par les receveurs ne peuvent servir au paiement des dépenses (article 61). L'article 64 parle de "recettes et de versements". Il y aurait donc lieu,au présent article, de parler de "sommes virées ou versées" aux comptes de l'article 29.

A l'alinéa 2, les mots "gestion annuelle" devraient être remplacés par "de l'année"

Article 66.

Outre la remarque faite à l'article précédent concernant la place de l'article 66, alinéa 1er, ce dernier appelle les remarques suivantes :

De la façon dont est rédigé l'alinéa 2, on peut douter que le compte de fin de gestion dressé en cas de démission ou de décès doive également être transmis au comptable de l'article 113bis de la loi provinciale ainsi que le prévoit l'article 65, alinéa 4. C'est ce que pourraient laisser croire les termes "sans délai" et

./.

surtout, le fait qu'on ne parle que de transmission à la députation permanente et à la Cour des comptes. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait être revu.

A l'alinéa 3, il conviendrait de remplacer le terme "dépenses" par "versements".

Article 67.

Le texte devrait préciser qu'il s'agit des comptes annuels. Il en est de même à l'article 68 .

Dans un but de clarté, aux a), b), c) et e), il faudrait remplacer "gestion" par "année" .

Article 68.

Au a), le terme "gestion" devrait être remplacé par "année".

Au c), suite à la remarque qui a été faite lors de l'examen de l'article 61, il y aurait lieu d'écrire "d'un relevé détaillé des recettes journalières et des versements effectués à l'intervention ...".

La dernière phrase du dernier alinéa de l'article signifie que le receveur doit, dès qu'il reçoit des extraits de compte et des pièces justificatives des C.C.P. ou du Crédit communal, donner à ces documents un numéro d'ordre chronologique. Cette phrase devrait

./.

faire l'objet d'un alinéa distinct qui trouverait une place plus judicieuse à l'article 56.

Article 69.

L'alinéa 2 vise un cas particulier qui ne se produit que lorsque le receveur cesse ses fonctions. Il trouverait mieux sa place comme avant-dernier alinéa, ce qui permettrait, en outre, de simplifier le dernier alinéa qui pourrait alors se lire : "Un exemplaire de ce procès-verbal est annexé ...".

Au même alinéa 2, le terme "montant" est inadéquat.Il devrait être remplacé par "somme".

A l'alinéa 4, il y aurait lieu d'écrire : "établissement ou service" et, au lieu de "régulièrement versés" il serait préférable d'écrire "versés à la province conformément à l'article 61, alinéa 1er".

Aux alinéas 5 et 6 on ne voit pas pourquoi le procès-verbal de vérification est simplement remis au service central de comptabilité de la province et n'est pas transmis à la Cour des comptes, alors que le procès-verbal de vérification de caisse au 31 décembre serait, lui, transmis à la Cour des comptes. Pourquoi, en effet, la Cour des comptes vérifierait-elle la caisse alors qu'elle ne vérifierait pas la comptabilité ?

./.

La remarque deviendrait sans objet si, à l'alinéa 6, on omettait les mots "de caisse". En effet, cela signifierait que les procès-verbaux des vérifications effectuées quand la députation permanente le juge utile ne sont pas transmis à la Cour des comptes (ce qui peut se comprendre pour autant qu'il n'y ait pas déficit), mais que, par contre, le procès-verbal de la vérification qui doit en tout cas avoir lieu à la fin de l'année doit, lui, être transmis à la Cour des comptes (ce qui est logique).

Les intentions du Gouvernement sur ce point n'ont pu être déterminées avec précision.

Article 70.

A l'alinéa 3, il conviendrait d'écrire procès-verbal "de" déficit au lieu "du" déficit.

L'alinéa 4 pose la question de savoir quand a lieu la constatation du déficit. L'alinéa 1er parle du fonctionnaire qui constate un déficit. Mais on est là dans le domaine de la constatation matérielle.

Il semble que, dans le cas de l'alinéa 4, on se trouve par contre dans le domaine de la constatation juridique. Celle-ci incomberait, dès lors, non pas au fonctionnaire, mais à la députation permanente. Si telle est bien la pensée du Gouvernement, l'alinéa 4 devrait être rédigé comme suit : "Après la constatation du déficit par la députation permanente, celle-ci ordonne ...".

./.

A l'alinéa 5, il y aurait lieu de remplacer "dépense " par "versement " .

A l'article 69, le terme "gestion" semble employé dans le sens de "carrière". S'il en est bien ainsi, l'article 70, alinéa 5, ne semble guère logique. On ferait, en effet, vérifier en fin de carrière les comptes d'un receveur a priori irréprochable alors que, pour un receveur en déficit, le compte ne comprendrait que les opérations effectuées depuis le début de la gestion annuelle.

A l'alinéa 7, les mots "dès que possible", qui ne veulent rien dire, devraient être remplacés par "lors de la prochaine session du conseil provincial".

En effet, c'est au conseil provincial qu'il appartient de modifier le budget et non au "receveur en fonction". Les mots "par le receveur en fonction" doivent donc être omis.

Il n'en reste pas moins que la rectification des comptes doit être poussée non seulement jusqu'au budget, mais encore jusqu'aux comptes du receveur spécial. Un compte de receveur a été trouvé déficitaire. Il ne suffit pas de régler le problème au niveau du budget. Il faut que finalement, le compte qui était déficitaire se retrouve en équilibre. L'article 70 ne règle pas ce problème.

./.

Article 72.

Les recettes prévues à l'alinéa 2 de cet article sont celles du receveur. L'article 49 prévoit déjà qu'il est tenu un grand livre de recettes mentionnant celles-ci par année et par article du budget.

Tel qu'il est rédigé, l'article 72 peut donner une idée fausse de la tenue du grand livre. S'il spécifie que les recettes des receveurs sont inscrites au grand livre par année et par article (ce qui est exact), on pourrait en déduire, a contrario, que cette obligation ne vise pas les recettes perçues par les comptables de l'Etat et celles qui sont versées directement. Or, ainsi que l'énonce l'article 49, ce sont toutes les recettes des provinces qui doivent être mentionnées de cette façon au grand livre.

L'alinéa 2 devrait donc être rédigé de telle sorte que l'obligation qu'il impose soit valable pour toutes les recettes.

*

D'autre part, l'article 62 qui y est visé n'emploie pas le mot "bordereaux".

L'article 72 fait ainsi référence à une notion qui n'existe pas à l'article visé. Il y aurait lieu de compléter l'article 62 et d'y prévoir que les receveurs, lorsqu'ils versent leurs recettes, les récapitulent sur des bordereaux.

*

./.

Le terme "mentionnées" serait heureusement remplacé par "inscrites".

Article 73.

Il faudrait mettre "tableau récapitulatif visé" au pluriel. Chaque receveur, en effet, en dresse un et la plupart des établissements et services provinciaux ont un receveur. Le service central de comptabilité reçoit donc de nombreux tableaux récapitulatifs.

A l'alinéa 2, "les sommes recouvrables" devraient être remplacées par "les sommes restant à recouvrer".

Articles 74 à 79.

Ces articles traitent des marchés et fournitures et non des règles qui s'imposent aux comptables. Ils ne trouvent pas de fondement légal dans l'article 112 de la loi provinciale qui limite le pouvoir réglementaire du Roi dans ce domaine au contrôle des engagements de dépenses et à la comptabilité des provinces.

On pourrait certes soutenir, en se fondant sur la loi du 18 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, que le mot "comptabilité" doit être entendu dans un sens large puisque, malgré son intitulé, cette loi, en ses articles 20, 21 et 22, traitait des marchés et fournitures . A cela on peut

./.

répondre d'abord que, si l'article 53 de la loi du 18 mai 1846 rendait applicables aux provinces certaines dispositions de cette loi, les articles 20, 21 et 22 n'y sont pas mentionnés, ce qui indique que dans le domaine des marchés et fournitures des provinces, le législateur ne voulait pas imposer d'autres règles que celles qui sont contenues dans la loi provinciale.

En outre, ces articles 20, 21 et 22 ont été abrogés par la loi du 4 mars 1963 relative aux marchés passés au nom de l'Etat, et aucun article de cette loi ne rend ses dispositions ou certaines d'entre elles applicables aux provinces.

On observera enfin que le pouvoir réglementaire du Roi dans sa forme actuelle a été introduit dans l'article 112 de la loi provinciale par la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat et qu'il doit être interprété en tenant compte de la volonté du législateur. Or, le fait que le législateur de 1963 a adopté à trois mois d'intervalle les deux lois qui viennent d'être citées, démontre à suffisance que, dans son esprit, la comptabilité et les marchés et fournitures sont des choses tout à fait différentes.

En conséquence, les articles 74 à 79, étant dépourvus de fondement légal, doivent être omis.

.../...

Article 80.

Il y a lieu d'observer que les marchés qui sont réalisés sans bons de commande, ne sont pas soumis à cet article 80.

Au b), il y aurait lieu d'ajouter après "service", "ou établissement".

Au c), il faudrait ajouter "et services" ou remplacer "fournitures et travaux" par "entreprises".

Le d) appelle une remarque. Au stade de l'engagement, il n'y a pas de "hauteur probable maximum de la dépense" mais bien un montant déterminé de la dépense. Ce n'est, en effet, qu'au stade de l'ordonnancement ou lors d'engagements ultérieurs complémentaires que la somme primitivement engagée se révèlera soit excessive, soit insuffisante. Dès lors, il y a lieu de remplacer le d) par "d) le montant de la dépense engagée".

Au e), le terme "effectif" n'ajoute rien au texte et doit être omis. Il semble d'autre part peu correct de parler "du" disponible. Il serait préférable d'écrire "le montant du crédit restant disponible".

.../...

Article 81.

Cet article n'a aucune portée normative puisqu'il permet à la députation permanente de faire ce qui lui était déjà permis en l'absence de ce texte.

La députation permanente a les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et, en l'absence d'une habilitation spéciale, le Roi n'a pas compétence pour les modifier.

En outre, ici encore, le projet sort du domaine de la comptabilité pour entrer dans celui de l'administration. L'article doit donc être omis.

Article 82.

A l'alinéa 1er, la formule "doivent produire" serait plus heureuse que la formule "doivent être invités à produire".

Au lieu de " ... service que la dépense concerne" il faudrait écrire " ... service pour lequel la dépense a été engagée".

D'après les fonctionnaires délégués, c'est un préposé de l'établissement ou service qui est chargé de viser les déclarations ou factures et non le receveur ou le service de comptabilité par exemple. La précision devrait être apportée.

./.

A l'alinéa 3, le "il" de "il y mentionne" vise non pas l'établissement ou le service, mais le préposé qui vise les déclarations ou factures. Le texte devrait être précisé sur ce point.

Le "numéro de l'engagement de la dépense" prévu à l'alinéa 3 est celui qui est visé à l'article 90. Dans un but de précision, il conviendrait d'écrire "et le numéro de l'engagement de la dépense, tel qu'il est prévu à l'article 90".

Dans le cas visé à l'alinéa 3, b, on constate que le service central de comptabilité n'est pas avisé, du moins par l'établissement ou le service concerné. Il est à présumer (et il en serait bien ainsi selon les fonctionnaires) que le receveur ou l'ordonnateur devrait aviser lui-même le service central de comptabilité. La précision devrait être apportée.

*

Les articles 82 à 84, qui sont relatifs à la liquidation et au paiement, devraient figurer non au chapitre V mais au chapitre VII qui est intitulé : "De la liquidation et du paiement des dépenses" et qui suit logiquement le chapitre VI relatif aux "engagements de dépenses".

./.

Article 84.

In fine de l'alinéa 1er, l'expression "qui en portent allocation" devraient être remplacée par les mots : "qui les attribuent".

A l'alinéa 2, il convient de supprimer les termes "le cas échéant". Il faut, en effet, connaître nécessairement le montant des dépenses subsidiées pour effectuer le calcul du montant de l'intervention .

Article 85.

L'alinéa 1er de cet article ne fait apparaître ni par son texte, ni par la place qu'il occupe dans le règlement, que cette facturation interne est réalisée, ainsi que l'ont déclaré les fonctionnaires délégués, après la liquidation de la dépense et avant l'établissement des comptes annuels. Les mots "soit directement après la fourniture de prestations ou de biens, soit périodiquement" devraient être remplacés par "après la liquidation de l'ordonnance, soit directement, soit périodiquement" .

En outre, ce § 4 du chapitre 5 trouverait une place plus logique s'il formait un chapitre IX, après la liquidation et le paiement des dépenses et avant le titre III relatif aux comptes annuels.

./.

Article 86.

A l'alinéa 2, il semble préférable de reprendre la formule de l'article 22 et d'écrire : "nécessaires au fonctionnement normal des établissements et services provinciaux ...".

Quant au terme "contractées", il devrait être remplacé par le terme "engagées".

Article 87.

Par ses termes trop absolus, l'alinéa 1er de cet article crée une équivoque. Il n'est exact que pour ce qui concerne les engagements de dépenses. Il n'ajoute rien au texte et il est donc préférable de l'omettre.

Quant à l'alinéa 2, il devrait se lire : "L'année budgétaire au cours de laquelle les obligations sont engagées à charge ...".

Au 1°, la "période de l'année" devrait être remplacée par "l'année".

Le terme "dues" est ambigu et ne permettra pas de résoudre tous les cas. Supposons que le paiement d'arriérés de traitement relatifs à 1971 soit décidé en 1972. L'année d'imputation sera 1972 car la décision est prise en 1972. Or, cet arriéré est, en réalité, "dû" pour des prestations fournies en 1971. Il y aurait donc lieu de revoir la rédaction du 1° .

./.

Au 1°, a), il y aurait lieu de reprendre la formule de l'article 83 et d'ajouter "salaires et indemnités".

Au 1°, b), il faudrait remplacer "subsidiées" par "agréées" (cfr. article 84).

Lorsque l'article 3, alinéa 3, mentionne les "sommes exigibles", il est beaucoup plus sommaire que le 2° de l'article 87 et, cependant, il reprend parmi les trois cas d'exigibilité qu'il envisage, celui des obligations résultant "de l'exécution au cours de cette même année de dispositions légales ou réglementaires". Ce cas n'est pas prévu dans l'énumération de l'article 87, 2). Selon les fonctionnaires délégués, ce serait par oubli.

Au 2°, b), les mots "donnent ouverture" seraient avantageusement remplacés par "donnent lieu".

Le 3°, c) serait plus clairement rédigé comme suit : "pour les sommes retenues d'office en vertu de l'article 8, alinéa 1er".

.../...

Article 88.

A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "établissements et services" et les "engagements qu'ils contractent".

A l'alinéa 2,d), les mots "parties prenantes" visent ceux à qui les sommes sont dues. L'expression n'est pas très heureuse ni très explicite.

On pourrait écrire : "le premier nom porté sur les états collectifs".

L'alinéa 2, f), parle du numéro de l'engagement. Ce numéro n'est prévu qu'à l'article 90. Il serait plus clair d'écrire : "le numéro de l'engagement, tel qu'il est prévu à l'article 90".

Au littera g), les mots "pièces de dépenses" ne sont pas fort heureux. Il s'agit des ordonnances de paiement et des pièces justificatives qui y sont jointes. Le texte devrait le préciser.

Les "services liquidateurs" sont deux : le service central de la comptabilité et les receveurs gérant des avances de fonds .

Au littera h), il conviendrait d'ajouter "le cas échéant" en tête de la phrase, car il y a des cas où il n'y aura pas de différence, ni positive, ni négative, entre le montant supputé de l'engagement et la dépense réelle.

./.

Article 90.

Au lieu de "atteste la formalité", il serait plus correct d'écrire "atteste l'accomplissement de la formalité".

Article 91.

D'après la première phrase de l'article 91, il n'y a possibilité de différence que si l'engagement a été comptabilisé avant service fait. Et c'est logique, car si l'engagement est fait en même temps que le service (par exemple, en cas d'absence de bon de commande - article 78, d, alinéa 2), il y aura simultanéité entre l'engagement et l'ordonnancement. Dès lors, les deux montants seront identiques et il n'y aura pas possibilité de différence.

Cette notion de "comptabilisation des engagements avant service fait" pourrait figurer à l'article 88, h); il suffirait pour cela de compléter ce littera comme suit : "... montants supputés des engagements comptabilisés avant service fait et des dépenses réelles".

Quant à la deuxième phrase de l'article 91, elle pourrait alors faire l'objet d'un deuxième alinéa de l'article 88, h).

*

./.

Si le Gouvernement entend maintenir l'article 91, il conviendrait de remplacer les termes "mise en liquidation" par "ordonnancement".

In fine de l'article, les mots "engagements effectivement contractés" semblent peu heureux. En effet, l'"engagement effectivement contracté" est celui qui est comptabilisé dès le départ. Ce que le présent article veut pouvoir comparer au disponible réel, ce n'est pas cet engagement initial, mais bien les sommes qui ont, en fin de compte, été "effectivement engagées". Il y aurait donc lieu d'écrire "les sommes qui ont été effectivement engagées".

Article 92.

A l'alinéa 2, les mots "portés sur des" devraient être remplacés par "mentionnés sur les".

L'alinéa 3 appelle deux observations ;

1) Tel qu'il est rédigé, il pourrait être interprété comme visant des cas où une dépense a été engagée alors que le crédit prévu était insuffisant pour y faire face. Telle n'est certainement pas l'intention du Gouvernement . La rédaction de l'article devrait donc être modifiée .

2) L'expression "toute justification des crédits complémentaires" est également ambiguë. On se trouve ici au niveau des établissements et services chargés de tenir une comptabilité des dépenses engagées. Les services

./.

n'ont pas à intervenir au niveau du crédit. Leur seul rapport avec le crédit est de savoir à combien se monte l'allocation budgétaire qui leur est allouée et sur laquelle ils peuvent engager leurs dépenses. Il ne semble donc pas correct d'écrire qu'ils donnent "toute justification des crédits". Ce qu'ils doivent en réalité justifier c'est la nécessité où ils se trouvent d'engager des dépenses alors que le disponible du crédit est insuffisant. Et c'est la justification par le service de la nécessité de cette dépense qui servira alors à la députation permanente de justification pour demander au conseil provincial le vote d'un crédit supplémentaire.

En conséquence, le texte suivant est proposé pour cet alinéa :

"Lorsqu'il est prévu que les crédits seront insuffisants pour faire face aux dépenses ultérieures de l'année, ces relevés sont accompagnés d'une note justifiant la nécessité d'engager lesdites dépenses et certifiant qu'aucune économie ne peut être réalisée sur le même crédit en vue de contenir les engagements de l'année dans la limite des crédits approuvés".

./.

Article 93.

L'alinéa 2 appelle plusieurs observations :

1) Le mot "créance" est mal choisi. Le service ou l'établissement n'a pas à s'occuper des "créances" plus que des crédits (ainsi qu'il a été dit lors de l'examen de l'article 92). Il est chargé de comptabiliser les engagements de dépenses. Le mot "créance" devrait être remplacé par "engagement".

2) Il semble, d'après la rédaction de l'alinéa, que l'obligation imposée pèsera sur "l'établissement ou service intéressé".

On peut se demander si l'établissement ou service pourra satisfaire à l'obligation qui lui est imposée par cet alinéa. L'établissement ou service est à même de remplir toutes ses obligations au stade de l'engagement de la dépense puisque c'est lui qui est chargé de les comptabiliser. Mais il en va tout autrement au stade de la mise en liquidation (c'est-à-dire de l'ordonnancement). A ce niveau, l'établissement ou service n'intervient plus. C'est le service central de comptabilité qui entre en jeu. On peut donc dire que l'ordonnancement se fait en dehors des établissements et services. Il paraît dès lors difficile pour ceux-ci de dresser un tableau des "parties de crédit nécessaires pour assurer la liquidation des dépenses régulièrement engagées et non ordonnancées" .

.../...

Le tableau prévu à cet alinéa pourra donc être "détaillé" mais sera fort incomplet.

Le texte devrait par conséquent être revu.

*

Les mots "non mises en liquidation" devraient être remplacés par "non ordonnancées".

Article 94.

Au littera b), le mot "récapitulation" semble peu heureux. Il implique une idée d'opération qui est effectuée au bout d'un laps de temps (que ce soit un mois, trois mois, ou un an). D'après les fonctionnaires délégués, l'opération devrait, au contraire, s'effectuer au jour le jour. Dès lors, le mot "somme" ou "total" conviendrait mieux.

Article 95.

Au 2°, in fine, les mots "pour la liquidation des dépenses fixes et autres" sont superflus et devraient être omis.

On pourrait également écrire "des fonctionnaires-ordonnateurs", car il y en a plusieurs par province.

.../...

Au 3°, il n'a pas été possible, quant aux mots "services régis par économie", de découvrir leur sens. Il semble toutefois qu'ils ne peuvent signifier que "établissements et services". S'il en est bien ainsi, c'est cette formule qui devrait être employée.

Enfin, les mots "pour le paiement de créances ne dépassant pas le montant fixé à l'article 112, alinéa 4, littera b), de la loi provinciale" pourraient être remplacés par "conformément à l'article 112, alinéa 4, littera b , de la loi provinciale".

Article 96.

A l'alinéa 2 de cet article, il conviendrait d'écrire "soumises".

Quant aux mots "visa de la Cour des comptes avant leur exécution", ils devraient être remplacés par "visa préalable de la Cour des comptes", qui est la formule traditionnelle.

.../...

Article 97.

Cet article se borne à annoncer l'article 104. Il est superflu et doit être omis.

Article 98.

L'alinéa 1er est superflu. Il est évident qu'une ordonnance de paiement doit exprimer la somme due et ne peut exprimer que celle-là.

Cette somme, d'autre part, n'est due qu'en raison du service presté et des prix stipulés.

L'alinéa 2 paraît mal rédigé. Les paiements s'effectuent toujours par l'intermédiaire des C.C.P. ou du Crédit communal.

.../...

Les paiements s'effectueront par virement si le créancier est titulaire d'un compte aux C.C.P. ou au Crédit communal, par assignation postale dans le cas contraire.

L'article répondrait, dès lors, mieux à l'intention du Gouvernement telle qu'elle résulte des explications fournies, s'il était rédigé comme suit :

"Les paiements à effectuer par l'entremise de l'Office des chèques et virements postaux et par l'entremise du Crédit communal de Belgique se font, en principe, par virement dans tous les cas où le créancier est titulaire d'un compte ouvert par ces organismes. Les paiements se font par assignation postale dans tous les autres cas".

Article 99.

Dans sa rédaction actuelle, cet article n'exprime pas exactement les intentions du Gouvernement. En réalité, il a pour objet de faire ressortir l'obligation, pour le service qui prépare les ordonnances

.../...

à payer, d'indiquer le numéro du compte à créditer (numéro que ce service connaît) avant que l'ordonnance ne soit transmise pour exécution au comptable provincial (qui, lui, ignore ce numéro).

L'article serait plus précis s'il était rédigé en ces termes :

"Les ordonnances à payer ... sont, avant leur transmission au comptable prévu à l'article 133bis de la loi provinciale, émargées de ...".

Il y aurait lieu, en outre, de supprimer "ou par l'entremise du Crédit communal de Belgique" puisque, dans ce cas également, il y aura virement. Le seul cas où il n'y aura pas virement sera celui de l'assignation postale.

.../...

Article 100.

Suivant les alinéas 2 et 5 de cet article, avant le visa de la Cour des comptes relatif à la première ordonnance d'imputation de la députation permanente (alinéa 1er), le montant de cette ordonnance est "porté en dépenses" et après le visa de la Cour des comptes, il est "inscrit définitivement en dépenses" ; avant le visa de la Cour des comptes relatif à la deuxième ordonnance d'imputation de la députation permanente (alinéa 4), le montant de l'ordonnance est "imputé en dépenses" et après le deuxième visa de la Cour des comptes, il est "inscrit définitivement en dépenses".

Il y aurait lieu d'uniformiser la terminologie.

L'alinéa 2 ne tient pas compte entièrement de la nouvelle présentation - fonctionnelle et économique - du budget. En effet, les crédits relatifs aux opérations visées au présent article seront relatifs à deux choses :

..../....

l'amortissement et les intérêts. Ce qui, dans le budget de type nouveau, doit se traduire par deux fonctions distinctes. Il y aurait , dès lors, lieu d'écrire : "portée en dépenses aux articles de la charge ... prévus ...".

On a vu, dans l'observation précédente, que l'inscription définitive en dépenses a lieu, pour l'une comme pour l'autre des deux ordonnances d'imputation, après l'obtention du visa de la Cour des comptes (voir alinéas 2 et 5). Or, l'article 104, dernier alinéa, qui se présente sous une forme absolument générale, prévoit que "Les ordonnances exécutées sont définitivement inscrites en dépenses".

Les alinéas 2 et 5 de l'article 100 ne font pas intervenir cette notion d'exécution pour l'inscription définitive en dépenses. Il semble donc que de façon implicite mais certaine, les alinéas 2 et 5 de l'article 100 constitueraient à

.../...

ce sujet une dérogation à la règle de l'article 104, dernier alinéa. S'il en est bien ainsi, l'attention devrait être attirée sur ce caractère dérogatoire. Si, par contre, il n'en était rien, l'article 100, alinéas 2 et 5, devrait être revu afin que l'inscription définitive en dépenses ait lieu, dans ces cas-là aussi, après exécution de l'ordonnance.

Selon les renseignements obtenus, les termes "porté au crédit" seraient employés dans un sens comptable et signifieraient tout simplement "viré ". Ce dernier terme semble préférable.

A la deuxième ligne de l'alinéa, il serait plus correct d'écrire "et son montant porté en dépenses ...".

Les mots "compte courant de dépôts ouvert séparément au nom de la province ..." seraient heureusement remplacés par "compte spécial ouvert au nom de la province ...".

.../...

Quant au terme "susvisé", il devrait être supprimé ou précisé. En effet, aucun établissement n'est visé dans cet article.

A l'alinéa 3, le terme "transfert" semble fort malchoisi. Il ne s'agirait, en effet , nullement du "transfert" prévu à l'article 24 du projet et soumis au vote du conseil provincial. Il s'agirait uniquement de ce que l'article 13, j), (auquel il a déjà été fait allusion) appelle un "prélèvement". Pour éviter toute ambiguïté, c'est ce dernier terme qui devrait être employé. Le texte néerlandais utilise d'ailleurs aussi le terme "overboekingsorder".

Quant à "requis relatif", l'un des deux termes devrait être supprimé. "Relatif" semble suffisant.

Avec l'accord des fonctionnaires délégués, il est proposé de supprimer l'alinéa 6. En effet, le prélèvement du précompte n'a pas à être réglé dans cet arrêté.

A l'alinéa 8, les mots "porté en dépenses" devraient être remplacés par "imputé" et le terme "transfert" par le terme "prélèvement".

.../...

Article 102.

L'alinéa 2 de cet article est susceptible de deux interprétations contradictoires.

On voit que cet alinéa vise dans l'ordre "la liquidation et le visa immédiats".Or, puisque nous sommes dans la section intitulée "Des dépenses soumises au visa préalable de la Cour des comptes", l'ordre logique des opérations doit être "le visa immédiat et la liquidation immédiate". On peut donc considérer qu'il s'agit là d'une inversion involontaire des deux termes.

Selon les fonctionnaires délégués,cette inversion pourrait peut-être refléter, au contraire, la volonté du Gouvernement de prévoir ainsi la possibilité pour la province, en cas d'urgence, de liquider une dépense avant d'avoir sollicité et obtenu le visa "préalable" de la Cour des comptes. Or, l'article 112 de la loi provinciale s'oppose à une telle solution. L'alinéa devra donc être soit revu , soit omis.

.../...

Article 104.

A l'alinéa 3, les mots "les documents nécessaires" semblent devoir être remplacés par les mots "renseignements nécessaires". Les formules de virement doivent, en effet, comporter un certain nombre de renseignements mais on n'y joint pas des "documents".

Il serait bon de préciser, au dernier alinéa, où sont définitivement inscrites les ordonnances exécutées. Il s'agit vraisemblablement du grand livre des dépenses visé au même article, alinéa 1er, dans lequel sont déjà inscrites les ordonnances avant leur exécution.

Article 105.

A l'alinéa 1er, il conviendrait d'écrire "aux comptes ouverts". L'article 29 prévoit, en effet, l'ouverture de plusieurs de ces comptes. Il pourrait de même être spécifié "comptes de trésorerie". C'est, en effet, le nom que leur donne l'article 29.

Au lieu de "comptabilisées à titre de fonds affectés", il vaudrait mieux reprendre l'expression "comptabilisées au budget sur ressources affectées".

Les mots "par la suite",qui n'ajoutent rien, devraient être omis,de même, d'ailleurs, que le mot "constatée".

.../...

A l'alinéa 2, il faut observer que "les ordres d'exécution" ne rectifient pas les erreurs. Celles-ci ont été et restent commises. Il y a lieu d'écrire "Les ordres d'exécution rectificatifs ...".

Le terme "créés" devrait être remplacé par "émis".

L'alinéa 4, relatif aux sommes versées par erreur à la province, n'est pas à sa place dans le chapitre qui traite de la liquidation et du paiement des dépenses et dans une section relative aux dépenses soumises au visa préalable de la Cour des comptes. Au surplus, cette règle figure déjà à l'article 19,*g*),du projet. Elle doit donc être omise ici.

Article 106.

L'article 106 pourrait être mieux rédigé. L'alinéa 2 semble n'être qu'un des cas prévus à l'alinéa 1er. Or, il n'en est rien. Tous les paiements provinciaux se font par l'intermédiaire des C.C.P. ou du Crédit communal, non seulement les virements mais aussi les assignations postales. Les deux alinéas de l'article visent donc la même hypothèse.

Il serait plus clair de supprimer l'alinéa 1er et d'introduire dans l'alinéa 2 la notion de crédit spécial destiné à couvrir les frais de paiement. L'article pourrait se lire :

"Les frais résultant du paiement des dépenses provinciales et inhérents à ... ; ils font l'objet périodiquement d'ordonnances d'imputation sur un crédit spécial du budget de la province. Ces ordonnances sont transmises à la Cour des comptes. Ces frais peuvent également ...".

../...

Article 107.

Cet article vise le cas où le Crédit communal retient d'office les sommes que lui doit la province. Dans ce cas, on ne trouve pas, dans la procédure, la notion d'engagement de la dépense. C'est après le paiement que la somme est ordonnancée par la députation permanente et que l'ordonnance est visée par la Cour des comptes.

Dès lors, le terme "d'imputation" ne convient pas et devrait être omis. En effet, normalement, l'imputation intervient avant le paiement.

L'alinéa 3 devrait être fusionné avec l'alinéa 1er, lequel serait rédigé comme suit : "Les dépenses payées conformément à l'article 113, alinéa 2, de la loi provinciale et tous autres paiements réguliers effectués d'office par le Crédit communal de Belgique pour compte de la province font l'objet ...".

A l'alinéa 2,in fine, il serait préférable de remplacer "paiement effectué" par "prélèvement effectué d'office" qui est la formule employée par l'article 113, alinéa 2, de la loi provinciale.

Article 108.

La terminologie de l'alinéa 1er appelle une critique : il n'existe pas d'ordonnances d'imputation de recettes.

Selon les fonctionnaires délégués, à l'alinéa 2, les exemples cités en b) et en c) - et qui se confondent d'ailleurs, le c) n'étant qu'un cas d'espèce du b) - ne ressortissent pas réellement à la notion de compensation. Ils visent le cas où une somme est prélevée sur un budget et versée à un autre budget. A un débit correspond un crédit de montant identique.

Quant à l'exemple cité à l'article 108., a), il ne se produirait jamais, car l'Etat ne verse, paraît-il, que le produit net des impôts qu'il perçoit pour la province.

L'alinéa 2 devrait donc être omis.

.../...

Article 109.

La dérogation que vise l'article 109 consiste en ce qu'il autorise des paiements sans qu'il y ait ordonnance d'imputation ou de régularisation de la députation permanente et sans visa de la Cour des comptes, ni préalable ni postérieur. Or, si l'article 108 exige une ordonnance de la députation permanente et le visa de la Cour des comptes, on ne peut, semble-t-il, prétendre que tel est son objet. La dérogation existe ; elle ne porte pas spécialement sur l'article 108, mais sur l'ensemble des articles 95 à 109. L'article devrait s'écrire :

"Les dépenses résultant ... peuvent être liquidées... du receveur spécial, sans ordonnance de la députation permanente et sans visa de la Cour des comptes".

.../...

Article 110.

A cet article, il serait utile de reprendre la formule de l'article 116 "Les ordonnances d'ouverture de crédit prévues par l'article 112 de la loi provinciale ...".

Afin d'éviter l'emploi du mot "service" dans une nouvelle acception, il serait préférable d'écrire "la bonne marche du service".

Article 111.

Suivant cet article, les sommes portées sur une ouverture de crédit sont assimilées à des dépenses engagées une fois que la Cour des comptes a donné son visa. Cela veut dire que quand une somme de 10 millions est mise à la disposition d'un ordonnateur le 1er janvier pour payer les traitements du personnel pendant 12 mois, la somme totale est engagée le 1er janvier et non pas au fur et à mesure des paiements mensuels qui seront effectués. Or, l'article 87 ne prévoit pas ce cas.

L'article 87 devrait donc être complété par un littera ainsi rédigé "11) par la date du visa préalable de la Cour des comptes pour les sommes faisant l'objet d'ouvertures de crédit".

Les termes "et imputées sur les allocations du budget qu'elles frappent" sont superflus et doivent être omis.

.../...

Article 112.

A l'alinéa ler, il y a lieu de supprimer les mots "au profit des créanciers de la province". Cela va de soi.

A l'alinéa 2, les mots "à l'intervention" devraient être remplacés par le mot "par" et le mot "tracée" par le mot "prévue".

A l'alinéa 3,le terme "liquider" est inexact. Le fonctionnaire ordonnateur sur ouverture de crédit ne liquide pas. Il ordonnance ainsi que l'indiquent les alinéas ler et 2 de l'article. La liquidation est effectuée par le comptable provincial.

Il faudrait donc remplacer "liquider" par "ordonnancer".

Enfin, les mots "au profit des services provinciaux" sont superflus et devraient être omis.

Article 113.

A l'alinéa ler, pour éviter toute équivoque, il conviendrait de préciser "ordonnances de régularisation de la députation permanente".

D'autre part, il est inexact d'écrire que des paiements sont "justifiés" par des ordonnances de régularisation. Il vaudrait mieux dire qu'ils "font l'objet".

.../...

A l'alinéa 5, les mots "lors de l'accomplissement des formalités de l'imputation définitive" ne reflètent pas la réalité. Ces formalités sont accomplies par la province. En fait, les pièces justificatives ne quitteront pas la Cour des comptes . Il serait préférable d'écrire "au moment où la Cour des comptes donne le visa préalable à l'imputation définitive".

A l'alinéa 6, les mots "non utilisés" pourraient peut-être prêter à équivoque si l'on se rappelle que les dépenses sont engagées dès le visa préalable de l'ordonnance d'ouverture de crédit. Le texte devrait être précisé.

Article 114.

L'alinéa 1er de l'article 114 est totalement superflu. Les fonctionnaires délégués ont marqué leur accord pour sa suppression. Il résulte de l'article 98 que tous les paiements de la province se font par l'intermédiaire des C.C.P. et du Crédit communal, soit par virement, soit par assignation postale.

D'autre part, il est normal que toute somme effectivement décaissée fasse l'objet soit d'une ordonnance d'imputation, soit d'une ordonnance de régularisation et qu'en outre, elle soit intégralement portée en dépenses.

A l'alinéa 2, il est inexact de prétendre qu'un paiement indu est "régularisé". Il est récupéré. Il faudrait donc écrire "leur récupération".

.../...

Le mot "versement" à la caisse provinciale devrait être remplacé par "restitution", qui est plus général et semble couvrir toutes les façons de procéder qui s'offrent au créancier.

Article 115.

Pour les raisons exposées dans l'observation générale V, cette disposition devrait être omise.

En effet, la Cour des comptes n'a pas besoin d'être autorisée par arrêté royal pour prendre des mesures à l'égard des comptables retardataires. L'article 8 de la loi du 29 octobre 1846 lui donne, à cet égard, des pouvoirs très étendus.

Article 116.

A l'alinéa 2, les mots "sont liquidées au moyen d'ordonnances" devraient être remplacés par "font l'objet d'ordonnances".

Les mots "service administratif" devraient être remplacés par "service ou établissement".

Le "virement" prévu à l'alinéa 3, première phrase, peut s'effectuer aussi bien par le Crédit communal que par les C.C.P.

.../...

Il résulte de la deuxième phrase de l'alinéa 3 que, moyennant la signature du chef de l'établissement ou du service, le comptable spécial peut payer en espèces. Dès lors, la première phrase de l'alinéa qui dit le contraire est rédigée de façon trop absolue. On pourrait y remédier en supprimant la négation qui y figure.

Article 117.

Suivant l'article 113, le fonctionnaire ordonnateur doit justifier de ses paiements auprès de la Cour des comptes "dans les quatre mois et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante". Ce délai-limite du 31 janvier n'est pas prévu pour les gestionnaires d'avances de fonds. On peut se demander s'il ne s'agit pas d'un oubli.

A l'alinéa 2, les mots "comptable spécial" devraient être mis au pluriel comme à l'alinéa 1er. Quant à la dernière partie de l'alinéa "dont il n'a pas encore été justifié précédemment", elle se lirait mieux "dont ils (les comptables spéciaux) n'ont pas encore justifié l'emploi lors d'un compte précédent".

Article 120.

Il semble résulter de l'article 120, alinéa 1er, in fine, "à laquelle se rattache l'engagement de la dépense" qu'en cas d'avance de fonds, l'engagement de la dépense aurait lieu, comme pour les ouvertures de crédit, lors du visa préalable de la Cour des comptes.

.../...

S'il en est bien ainsi, il serait indispensable de prévoir un article similaire à l'article 111 disposant que la dépense est engagée lorsque la Cour des comptes vise l'ordonnance d'avance de fonds. Dans ce cas, en plus, il y aurait lieu de compléter l'article 87 ainsi qu'il a été suggéré lors de l'examen de l'article 111.

Article 122.

Par cet article le règlement s'immisce dans le domaine de la procédure civile et prétend traiter une matière qui est réglée par le Code judiciaire. L'article doit donc être omis.

Article 123.

L'alinéa 1er pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Les créances cédées ou frappées de saisie-arrêt sont payées sous la responsabilité exclusive du comptable visé à l'article 113bis de la loi provinciale, aux ayants droit dont les titres de créance sont dûment établis".

A l'alinéa 2, il convient d'écrire "au profit des ayants-droit de créanciers décédés".

.../...

Article 124.

Il n'y aura pas toujours lieu à répartition. Il peut n'y avoir qu'un seul héritier, cessionnaire ou saisissant. Le caractère éventuel de l'opération devrait être marqué.

D'autre part, il est incorrect de dire que "la répartition est jointe".

Compte tenu de ces deux observations, l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsqu'il y a lieu à répartition des créances visées à l'article 123 entre cessionnaires, saisissants ou héritiers, une note explicitant le mode de répartition est jointe aux ordonnances".

Article 125.

La formule "faites par la Cour des comptes" est inexacte. Les imputations sont faites par les services provinciaux ; la Cour des comptes, quant à elle, se borne à les copier ou à en prendre note.

A l'alinéa 3, les termes "ordonnances visées par la Cour des comptes" excluent les ordonnances de régularisation qui sont émises, entre autres, en cas de paiements effectués sur ouverture de crédit. L'article 113, en effet, autorise l'émission de ces ordonnances - qui doivent être visées par la Cour des comptes - jusqu'au 31 janvier de l'année suivante.

.../...

Comme l'article 125, alinéa 3, fixe comme délai "au plus tard le dernier jour du semestre écoulé", il doit en résulter, pour que les deux dispositions soient conciliables, l'exclusion des ordonnances de régularisation. Cette précision devrait être apportée.

Une remarque identique peut être faite concernant l'alinéa 4. L'état de situation ne pourra reprendre que le montant total d'une ordonnance d'ouverture de crédit ou d'avance de fonds.

Pour les raisons exposées sous l'observation générale V, les alinéas 6 et 7 devraient être omis.

Article 126.

L'article 126, alinéa 1er, ne vise que les ordonnances d'imputation émises nécessairement avant le 1er janvier (c'est-à-dire lorsque la dépense a été engagée et ordonnancée). Ceci résulte des mots "émises pendant une année budgétaire".

Aux termes de cet alinéa, ces ordonnances sont rattachées à l'année budgétaire pendant laquelle elles ont été émises et non pas à l'année budgétaire pendant laquelle elles ont été enregistrées pour autant que les dates du 10 janvier et du 31 janvier soient respectées (Il en résulte, a contrario, qu'une dépense engagée et ordonnancée en 1972, mais dont l'ordonnance serait transmise à la Cour des comptes après le 10 janvier ou dont l'enregistrement se ferait après le 31 janvier, serait enregistrée dans la comptabilité de l'année budgétaire suivante).

.../...

Selon les fonctionnaires délégués, les ordonnances qui répondent aux conditions de l'article 126, alinéa 1er, pour pouvoir être rattachées à l'année budgétaire de l'engagement devraient en outre être payées avant le 31 janvier au plus tard. Cette exigence se déduirait de l'emploi du terme "enregistrées". Cependant, la précision pourrait être apportée de façon plus explicite en terminant l'alinéa par les mots "... à condition d'être payées avant cette dernière date".

Article 129.

A l'alinéa 1er, au lieu de "ordonnancement sur recettes", il serait préférable d'écrire "dépenses".

A l'alinéa 2, les termes "chaque fonds" devraient être remplacés par "chaque crédit".

Article 130.

Le projet parle des régies provinciales, notamment aux articles 12, i), et 13, e). De plus, l'article 114bis de la loi provinciale prévoit leur existence. On peut se demander, dès lors, si l'article 130 du projet ne devrait pas reprendre l'exclusion qui figure à l'article 159 de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale "à l'exception toutefois du fonds des régies gérées conformément à l'article 114bis de la loi provinciale".

.../...

Article 131.

A l'article 131, a), le terme "provisoire" devrait être remplacé par "temporaire" (cfr. articles 53, 5), et 130,c).

Au a) et au b), comptes de trésorerie et comptes budgétaires devraient être mis au singulier. Il résulte, en effet, des articles 140 et 141 qu'il y a un compte de trésorerie et un compte budgétaire. D'autre part, ces articles 140 et 141 donnent de façon détaillée le contenu du compte de trésorerie et du compte budgétaire. Il est, dès lors, superflu à l'article 131 de donner, au sujet de ce que doivent contenir ces comptes, des détails sommaires et incomplets. Il y aurait lieu d'écrire "a) le compte de trésorerie tel qu'il est défini à l'article 140 ; b) le compte budgétaire tel qu'il est défini à l'article 141 ".

Article 133.

Au d), il est peu heureux de parler de disponibilités "qui ont dû être retirées et reversées". Il serait préférable d'écrire "disponibilités qui ont pu faire l'objet de placements temporaires ou les placements qui ont dû être retirés et reversés ...".

.../...

Article 134.

A l'alinéa 1er, il conviendrait d'ajouter "établissements".

Articles 135, 136, 137 et 138.

Par les articles 135, 136 et 137, le Roi ne règle en rien la comptabilité et le contrôle des dépenses engagées mais impose certaines obligations à la députation permanente et au conseil provincial en ce qui concerne la gestion de la province. Ici encore, le règlement ajoute à la loi et les dispositions précitées ne pourraient être imposées aux provinces que par le législateur.

Quant à l'article 138, les règles qu'il contient sont déjà exprimées dans l'article 13, j).

Ces diverses dispositions doivent donc être omises.

Article 139.

Les litteras 4 et 5 appellent uneremarque commune : il n'a pas été possible de connaître le pourquoi de la date qui y est fixée, c'est-à-dire "fin février".

Aux termes de l'article 113, les paiements effectués sur crédits ouverts (cas du littera 4) doivent être justifiés par des ordonnances de régularisation dans les quatre mois, et au plus tard le 31 janvier. On n'aperçoit pas, dès lors, comment, fin février, il pourrait y avoir des paiements "encore à régulariser".

.../...

Il semble y avoir une discordance entre les deux articles. La discordance est la même entre le littera 5 et l'article 8 du projet qui prévoit, lui aussi, que les ordonnances de régularisation des sommes retenues d'office sont émises au plus tard le 31 janvier.

Article 140.

L'alinéa 1er parle du "compte de trésorerie" et l'alinéa 2 de "différents comptes de trésorerie".

Les deux expressions sont correctes. Mais il serait plus clair, à l'alinéa 2, de parler des "comptes de l'article 29".

Au a), le mot "gestion", qui peut être entendu dans différents sens, serait avantageusement remplacé par "année". La même remarque vaut pour le d).

Article 141.

Au A, 4), il serait plus correct d'écrire "le relevé des valeurs du portefeuille".

Au même littera, il y aurait lieu de remplacer "avec les retraits ..." par "en faisant apparaître les retraits ...".

.../...

Les mêmes remarques valent pour le B, 5).

Le C) parle des "différents comptes". Cette notion apparaît ambiguë et n'a pu être déterminée. Il appartiendra au Gouvernement de préciser ce qu'il entend par là.

Article 143.

A l'alinéa 2, il conviendrait de reprendre les termes de l'alinéa 1er et d'écrire "dépenses payées".

Article 146.

Au a), il y aurait lieu d'écrire "établissements et services".

Article 152.

A l'alinéa 1er de cet article, le terme "gestion" devrait être remplacé par "année".

A l'alinéa 2, les mots "les fonctionnaires que la chose concerne" devraient être remplacés par les mots "les fonctionnaires désignés".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Uit ingewonnen inlichtingen is gebleken dat het thans aan de Raad van State voorgelegde "algemeen reglement" meer dan vijfentwintig jaar geleden ontworpen is door inmiddels gepensioneerde ambtenaren. Sedertdien is het voorgelegd aan allerlei instellingen, overheden en besturen en heeft het bepaalde wijzigingen en toevoegingen ondergaan zonder dat altijd duidelijk was waarom.

Bovendien moest de ambtenaar die de Regering aangewezen had om de Raad van State voor te lichten, om gezondheidsredenen worden vervangen door twee andere ambtenaren die, ondanks hun kennelijk verlangen om de Raad de gewenste inlichtingen te verstrekken, er niet steeds in geslaagd zijn in de dossiers de redenen van sommige bepalingen, laat staan de strekking ervan te achterhalen.

De Raad van State geeft zijn advies derhalve met het grootste voorbehoud wat betreft de bepalingen die hij verkeerd mocht hebben geïnterpreteerd.

II.

De wijze waarop het ontwerp tot stand is gekomen brengt mede dat er weinig eenheid in te vinden is. De verschillende personen die eraan hebben meegewerkt hebben soms een verschillende terminologie gebruikt om eenzelfde begrip weer te geven en hebben er niet altijd rekening mee gehouden dat sommige van de door hen vastgestelde regelen

.../...

reeds voorkwamen op andere plaatsen. Gelijke toestanden krijgen soms een verschillende oplossing.

Hieromtrent zullen precieze opmerkingen worden gemaakt bij het onderzoek van de artikelen.

Ter zake van de terminologie is het echter eenvoudiger gebleken, voor vaak terugkomende begrippen, op de drempel van dit advies opmerkingen te maken die nodeloze herhalingen helpen te voorkomen :

1) Voor de sommen die als uitgaven op de begroting komen, werkt het ontwerp nu eens met "posten", dan weer met "kredieten". Men gebruike overal de term "kredieten" die het meest geschikt blijkt te zijn.

Deze opmerking geldt met name voor de artikelen 6, 7, 8, 9, 11, 13, 16, 17, 20, 22, 25, 80, 81, 85, 86, 88, 92, 93, 113, 119, 126, 127, 134, 141.

2) Artikel 113bis van de provinciewet stelt voor elke provincie een betrekking van rekenplichtige in. Krachtens artikel 114 van dezelfde wet kunnen voor het innen van bepaalde ontvangsten bijzondere ontvangers worden aangesteld, die in de Franse tekst van dat artikel ook "comptables" worden genoemd, terwijl artikel 114quater voorziet in de mogelijkheid om voor de provinciebedrijven bijzondere rekenplichtigen aan te stellen.

.../...

Het ontwerp van zijn kant stelt ambtenaren-ordonnateurs aan voor kredietopeningen (artikel 110) en bijzondere rekenplichtigen (artikel 116) belast met het beheer van de geldvoorschotten.

Om verwarring te voorkomen, is het geraden de titel "rekenplichtige" in beginsel alleen te gebruiken voor de ambtenaar bedoeld in artikel 113bis van de provinciewet en deze "provincierekenplichtige" te noemen beter dan "provinciale rekenplichtige" zoals in artikel 100 of "rekenplichtige bedoeld in artikel 113 van de provinciewet".

Het ontwerp spreekt nu eens over "de rekenplichtige bedoeld in artikel 30" (artikel 62), "de in artikel 30 bedoelde rekenplichtige ambtenaar" (artikel 65), "de rekenplichtige ambtenaar bedoeld in artikel 30" (artikelen 104 en 139), "de in artikel 30 bedoelde rekenplichtige" (artikel 112), "de rekenplichtige die belast is met de inning van de opbrengsten" (artikel 48), maar aangezien artikel 30 van het ontwerp zelf verwijst naar artikel 113bis van de provinciewet is het verkieslijk die verwijzing onmiddellijk aan te brengen zoals onder meer gedaan is in artikel 122 van het ontwerp : "de rekenplichtige bedoeld in artikel 113bis van de provinciewet".

Wat nu de ambtenaren betreft die de provinciewet "bijzondere ontvangers" noemt, het ontwerp wijst hen vaak aan met die benaming maar noemt hen soms ook "rekenplichtigen" (artikelen 46,64),"rekenplichtige ambtenaren" (artikelen 49, 6°, 53, 69), "rekenplichtigen over gelden" (artikel 55), "gewone rekenplichtigen" (artikel 62). Duidelijkheidshalve noeme men hen steeds "bijzondere ontvangers".

.../...

Met betrekking tot de "ambtenaren-ordonnateurs" is geen opmerking te maken. Daarentegen wordt de bijzondere rekenplichtige in artikel 82 "rekenplichtige" genoemd.

3) Ter wille van de overeenstemming met de terminologie van de provinciewet zou in de Franse tekst moeten worden gelezen : "le budget de la province..." in plaats van "le budget provincial ...", en wel in alle bepalingen waarin die term voorkomt.

4) Het ontwerp gebruikt soms de formule "naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België", die ook voorkomt in artikel 113 van de provinciewet. Soms ook noemt het die instelling : "N.V.Gemeentekrediet van België" of gewoon "Gemeentekrediet van België". De eerste formule is zeer lang en er bestaat geen enkel gevaar voor verwarring omdat het Gemeentekrediet enig in zijn soort is ; derhalve wordt voorgesteld overal te werken met de term "Gemeentekrediet van België".

III.

Het ontworpen reglement is gegrond op artikel 112, laatste lid, van de provinciewet dat de Koning belast met het vaststellen van "het algemeen reglement op de controle der vastleggingsuitgaven en op de comptabiliteit der provincies".

.../...

De Koning vindt daarin geen bevoegdheid om aan de provincieraad of aan de bestendige deputatie, buiten de controle op de vastleggingsuitgaven of de comptabiliteit, regelen op te leggen ter aanvulling van die welke in de provinciewet zijn gesteld.

Geldende wetteksten hoeven ook niet te worden overgenomen in het reglement. Aan een zodanige werkwijze is immers het nadeel verbonden dat men wet en reglement gaat verwarren, terwijl de wet alleen door de wetgever kan worden gewijzigd.

Sommige bepalingen van het ontwerp moeten dus vervallen. Zij zullen bij het onderzoek van de artikelen worden aangeduid.

IV.

Het ontwerp is niet op de gebruikelijke wijze ingedeeld. De hoofdstukken zijn ingedeeld in paragrafen die elk een aantal artikelen omvatten. In wets- en verordeningsteksten wil de regel dat hoofdstukken worden ingedeeld in afdelingen, en paragrafen in artikelen.

In de artikelen waarin met nummers 1, 2, enz. is gewerkt, moet worden gelezen 1°, 2°, enz.

Hoofdstukken worden met Romeinse cijfers, afdelingen, artikelen en paragrafen met Arabische cijfers aangegeven.

.../...

V.

Verscheidene bepalingen van het ontwerp hebben betrekking op de rol van het Rekenhof. Dit is normaal want krachtens de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof is dat Hof belast met het toezicht op de rekeningen van de provincies.

Het Rekenhof is echter ingesteld door artikel 116 van de Grondwet. Zijn opdracht is bepaald in de eerdergenoemde wet van 29 oktober 1846. Die wet geeft de Koning geen enkele bevoegdheid om te bepalen op welke wijze het Hof zijn opdracht moet vervullen. Volgens artikel 20 van de wet kan integendeel geen wijziging aan het reglement van orde van het Rekenhof toegebracht worden zonder de goedkeuring van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Het ontwerp-besluit kan de administratie dus wel verplichten tot het volgen van bepaalde regelen in haar betrekkingen met het Rekenhof, maar kan het Hof geen bevelen geven.

Deze opmerking geldt voor de artikelen 115 en 125 van het ontwerp. Zij zal bij het onderzoek van die artikelen worden toegelicht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Het derde lid moet als overbodig vervallen.

.../...

Dat is ook het geval met het vijfde lid. Het koninklijk besluit van 10 juli 1935 wordt door het ontwerp opgeheven en hoeft dus niet in de aanhef te worden vermeld.

Artikelen.

Artikelen 2, 3 en 4.

Deze artikelen nemen, behalve dan wat de Nederlandse terminologie betreft, de tekst over van artikel 2, tweede lid, en van de artikelen 3, 4, 5, 6 en 7, § 1, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit. Krachtens artikel 77, § 2, van die wet, dat in artikel 66 van de provinciewet een vierde lid invoegt, zijn "de regels gesteld voor de Rijksdiensten van algemeen bestuur, wat betreft de duur van het begrotingsjaar en de overdrachten van kredieten welke terzelfdertijd de vastleggingsakten en de ordonnanceringsverrichtingen dekken", van toepassing op de provincies.

Bijgevolg zouden de artikelen 2, 3 en 4 van het ontwerp moeten vervallen om de redenen die zijn opgegeven in de algemene opmerking III.

Mocht de Regering om praktische redenen oordelen dat die regels in herinnering moeten worden gebracht, dan zou het voldoende zijn artikel 1 aan te vullen met een tweede lid, luidend als volgt :

.../...

"Overeenkomstig artikel 66, vierde lid, van de provinciewet, zijn de artikelen 2, tweede lid, 3, 4, 5, 6 en 7, § 1, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit van overeenkomstige toepassing op die begroting".

Artikel 5.

De woorden "de omstandige opgave van", die in de Franse tekst zijn weergegeven met het woord "détaillé", moeten als overbodig vervallen.

Artikel 6.

De term "dienst" in artikel 6 kan verwarring stichten. Het ontwerp heeft het herhaaldelijk over "inrichtingen en diensten".

Ten einde iedere verwarring te voorkomen die kan ontstaan doordat hetzelfde woord in twee geheel verschillende betekenissen wordt gebruikt, kan artikel 6, eerste lid, beter als volgt worden geredigeerd :

"De gewone ontvangsten en uitgaven moeten gescheiden blijven van de buitengewone ontvangsten en uitgaven".

In het tweede lid kan het woord "dienst" worden vervangen door het woord "aard".

.../...

In het vierde lid kan het woord "dienst" worden vervangen door "begroting".

In het vijfde lid is het niet juist te stellen dat "ontvangsten" betrekking kunnen hebben op "een afgesloten begrotingsjaar". In het beheer-stelsel waarmede het ontwerp werkt, behoren de ontvangsten noodzakelijk tot het jaar waarin zij worden geïnd.

De in het ontwerp gebruikte wending zou dus als volgt kunnen worden vervangen : "De ontvangsten ... behouden hun ... ook wanneer zij in een afgesloten begrotingsjaar ontstaan zijn".

Artikel 7.

Het eerste lid van dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De uitgaven van de provincie worden verdeeld in verplichte en in facultatieve uitgaven".

In het tweede lid zou moeten worden gelezen : "De verplichte en de facultatieve uitgaven worden afzonderlijk op de begroting uitgetrokken. Uit eenzelfde krediet ...".

.../...

Artikel 8.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"De kredieten voor gewone en voor buitengewone uitgaven zijn beperkend, met uitzondering evenwel van de kredieten voor uitgaven die krachtens wetten en verordeningen ...".

Artikel 11.

In het tweede lid van dit artikel, Franse tekst, kan beter "leur libellé" in plaats van "le libellé" worden gelezen.

Artikel 12.

De tekst onder a) van dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"a) het batig saldo van de gewone begroting van de vorige jaren;".

Onder h) is sprake van "tegemoetkomingen van het Rijk in de provinciale uitgaven". Artikel 14 van het ontwerp, dat over de buitengewone ontvangsten handelt, spreekt onder c) over "tegemoetkomingen van het Rijk in de provinciale uitgaven van buitengewone aard".

.../...

Voor de eenvormigheid van beide teksten ware het verkieslijk in artikel 12, h, nader te bepalen dat het gaat om gewone uitgaven van de provincie.

Aan het slot van de tekst onder i) vervange men de woorden "van die diensten" door "van die bedrijven".

Artikel 13.

De tekst onder a) van dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"a) het nadelig saldo van de begroting van de vorige jaren;".

Onder h) leze men : "een krediet ter bestrijding van ...".

De tekst onder i) leze men als volgt :

"i) een krediet om te voorzien in de ontoereikendheid van ...;".

Artikel 14.

Onder a) van dit artikel vervange men de woorden "dienst van de voorgaande begrotingsjaren" door "begroting van de vorige jaren".

.../...

Artikel 15.

Onder a) van dit artikel vervange men de woorden "dienst van de voorgaande begrotingsjaren" door "begroting van de vorige jaren".

Bij de tekst onder e) is een principiële opmerking te maken. Het ligt niet in de lijn van een goede begrotingstechniek dat onder de buitengewone uitgaven melding wordt gemaakt van "de overboeking tot stijving van het fonds tot delging van de provinciale schuld". Artikel 13, f), vermeldt trouwens onder de gewone uitgaven "de geregelde aflossing en de interesten van de leningen".

Volgens de gemachtigde ambtenaren zou dat delgingsfonds alleen bestaan voor zeer oude leningen die destijds geplaatst zijn zonder de medewerking van het Gemeentekrediet. Niet alleen blijkt dit niet uit de tekst, maar het is ook niet normaal dat onder de buitengewone uitgaven (die normaal door leningen gedekt zijn), bedragen voorkomen die bestemd zijn voor het aflossen van vroegere leningen.

Artikel 19.

Onder i) van dit artikel zou moeten worden gelezen : "belasting over de toegevoegde waarde" in plaats van "B.T.W.".

.../...

Artikel 20.

Dit artikel gaat uit van artikel 16 van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen regelement op de gemeentelijke comptabiliteit. Het tweede lid van dat artikel bepaalt :

"Het saldo, dat bij de afsluiting van het dienstjaar op iedere post beschikbaar blijft, wordt op het volgende dienstjaar overgeschreven".

Om iedere verwarring te voorkomen, ware het dienstig deze tekst in het ontwerp over te nemen.

Bovendien zou in de Franse tekst aan het slot van het artikel moeten worden gelezen : "l'application de dispositions législatives ...".

Artikel 22.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"Is de provinciebegroting ...".

Artikel 23.

Aan het slot van dit artikel zou moeten worden gelezen : "... moeten worden goedgekeurd bij beslissingen van de provincieraad die onverwijld worden gezonden aan de Minister van Binnenlandse Zaken die ze ter goedkeuring aan de Koning voorlegt".

.../...

Artikel 24.

Volgens dit artikel moeten de bijkredieten of speciale kredieten alsook de kredietoverschrijvingen worden aangenomen vóór 31 december van het jaar waarop zij betrekking hebben.

Een zodanige bepaling is zeer goed denkbaar als de comptabiliteit wordt gevoerd volgens het stelsel van het dienstjaar en de verrichtingen van het dienstjaar dus nog enige tijd doorlopen na 31 december. Zij lijkt echter moeilijk te aanvaarden als, zoals in het ontwerp, wordt gewerkt met het "beheer-stelsel" waarin het begrotingsjaar samenvalt met het kalenderjaar.

Als het krediet in de laatste dagen van december wordt aangenomen, komt de beslissing tot goedkeuring van het krediet immers niet bij de bestendige deputatie terecht vóór de maand januari van het volgend jaar. De uitgave zal dus ofwel vastgelegd zijn vóór 31 december, dit wil zeggen als nog geen krediet die uitgave toestaat, ofwel zal zij eerst vastgelegd worden nadat het goedkeuringsbesluit is toegekomen, met andere woorden in de loop van het volgend jaar, en zal zij dan ook op de begroting van dat jaar aangerekend moeten worden.

Het procédé is alleen bruikbaar voor heffingen die vóór 31 december ambtshalve worden verricht op de rekening van de provincie bij het Gemeentekrediet. Het speciaal krediet of de kredietoverschrijving is dan een blote regularisatiemaatregel.

.../...

Artikel 25.

Dit artikel bepaalt :

"De heffingen op de post bedoeld in artikel 13, littera i, worden aan de ontoereikende kredieten toegevoegd bij wege van overschrijvingen waartoe door de bestendige deputatie naar gelang van de behoeften opdracht wordt gegeven.

De bewuste besluiten tot overschrijving worden aan het Rekenhof gezonden".

Op een eerste gezicht lijkt zo'n bepaling in tegenspraak te zijn met artikel 67 van de provinciewet dat stelt :

"Geen overdracht van een uitgave van een afdeling naar een andere, of van een artikel van de begroting naar een ander, mag geschieden zonder de machtiging van de Raad en de goedkeuring van de Koning".

Dit is echter alleen een schijnbare tegenstrijdigheid die te wijten is aan het gebruik van ongeschikte termen. Artikel 13, littera i, eerdervermeld, bepaalt immers dat onder de gewone uitgaven inzonderheid worden gerekend :

"i) een post ter voorziening in de ontoereikendheid van de kredieten uitgetrokken voor de verplichte uitgaven".

.../...

De tekst wijst er duidelijk op dat het niet gaat om een krediet voor het bestrijden van welbepaalde uitgaven, zoals het geval is met de andere begrotingsartikelen, maar wel om een krediet waarvan het bedrag bestemd is om eventueel te worden gespreid over een aantal bepaalde artikelen van de begroting.

Het betreft dus geen echte kredietoverschrijvingen omdat het krediet uiteraard andere begrotingsartikelen ten goede moet komen, maar wel vooraf toegestane heffingen.

Daarom zou het artikel als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 25.- De heffingen op het krediet bedoeld in artikel 13, i, worden aan de ontoereikende kredieten toegevoegd bij wege van heffingen waartoe door de bestendige deputatie naar gelang van de behoeften opdracht wordt gegeven.

De desbetreffende besluiten worden aan het Rekenhof gezonden".

Artikel 31.

Dit artikel legt aan de provincieraad de verplichting op, de provinciebelastingen vast te stellen "uiterlijk per 31 december van het jaar waarop zij betrekking hebben".

.../...

Krachtens artikel 108 van de Grondwet worden de provinciale instellingen bij de wet geregeld. De provinciewet eist weliswaar 's Konings goedkeuring voor de beslissingen van de provincieraad betreffende de middelen om de uitgaven te bestrijden, maar geeft hem daaromtrent geen verordeningsbevoegdheid.

De wetgever heeft gewild dat de Koning zich over elk geval kan uitspreken zonder door vaste regelen gebonden te zijn. Door het vaststellen van een datum die nooit overschreden mag worden, voegt de Koning iets aan de wet toe.

De Koning mag de provincies wel waarschuwen dat hij niet tijdig vastgestelde belastingen in beginsel niet zal goedkeuren, maar hij moet volkomen vrij kunnen blijven in zijn beslissing voor het geval dat een buitengewone toestand zich mocht voordoen.

De bepaling moet dus vervallen.

Artikel 32.

Het "voorbereiden en het opmaken van de kohieren voor de provinciale belastingen" vallen buiten het domein van de comptabiliteit en van de controle op de vastlegging van de uitgaven.

Het eerste, het derde en het vierde lid herhalen slechts in een andere vorm, de regelen van de

.../...

artikelen 206 en 207 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (wetten gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 26 februari 1964) en van artikel 13 van de wet van 5 juli 1871.

Die bepalingen moeten dus vervallen.

Wat het tweede lid betreft, volgens hetwelk de kohieren, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen, uitvoerbaar worden verklaard uiterlijk per 31 maart van het jaar volgend op dat waarnaar het belastingjaar wordt genoemd, dit is ongetwijfeld een goede beheersregel, die echter ook buiten het domein van de comptabiliteit en van de controle op de vastlegging van de uitgaven valt. Ten aanzien van de opcentiemen op de Rijksbelastingen is hij bovendien in tegenspraak met artikel 175 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van artikel 208 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, volgens welk artikel de kohieren worden opgemaakt op door de administratie of door dezer gedelegeerden bepaalde tijdstippen. Wat nu de overige belastingen betreft, de meest wettige en meest doeltreffende methode bestaat erin een omzendbrief te zenden aan de gouverneur die gelast zijn de kohieren uitvoerbaar te verklaren.

Het artikel moet dus geheel vervallen.

.../...

Artikel 35.

Artikel 35 van het ontwerp houdt geen rekening met de mogelijkheid die aan de inrichtingen en diensten van de provincie wordt geboden met het oog op de "interne facturering" van de uitgaven, zoals in artikel 85 van het ontwerp is gezegd. De tekst zou met laatstgenoemd artikel in overeenstemming moeten worden gebracht.

Artikelen 36 en 37.

Deze twee artikelen bevatten regelen betreffende de leningen en hun aflossing. Ook hier treedt men buiten het gebied van de comptabiliteit en voegt het ontwerp iets aan de wet toe. Artikel 86 van de provinciewet beperkt immers in genendele de bevoegdheid van de provincieraad; de enige voorwaarde is goedkeuring door de Koning.

Die artikelen moeten dus vervallen.

Artikel 38.

Volgens de gemachtigde ambtenaren zou artikel 38 alleen betrekking hebben op leningen die bij het Gemeentekrediet worden aangegaan. Artikel 39 voorziet ook in de mogelijkheid om leningen aan te gaan met uitgifte van effecten aan toonder. Derhalve zou moeten worden gepreciseerd dat artikel 38 geen toepassing vindt op leningen waarvoor effecten aan toonder uitgegeven zijn.

.../...

Uit de verklaringen van de gemachtigde ambtenaren blijkt ook dat alleen de investeringsleningen "per functie" en investering ingeschreven worden. Thesaurieleningen zijn niet aan die formaliteit onderworpen. Zij moeten natuurlijk wel in het boek worden ingeschreven. Investeringsleningen moeten daarenboven "per functie of specifieke investeringen" worden ingeschreven.

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden :

"Er wordt een bijzonder boek gehouden waarin alle voor rekening van de provincie opgenomen leningen worden ingeschreven, behalve die waarvoor effecten aan toonder zijn uitgegeven.

Die leningen, met uitzondering van de discontoleningen, worden per functie en specifieke investering ingeschreven".

Artikel 41.

De tekst onder c) zou kunnen beginnen met de woorden : "In geval van subsidie voor werken ...".

De term "subsidiebelofte" kan worden vervangen door de meer gebruikelijke term "vaste subsidiebelofte".

In dezelfde tekst schrappe men het woord "beloofde".

.../...

Onder d) vervange men "beloofde subsidiën" door "vaste subsidies".

In dezelfde tekst lijkt het woord "eventueel" overbodig.

Artikel 42.

Volgens de tekst onder a) van het tweede lid is er voor de provinciebelastingen "vastgesteld recht" bij de inkohiering.

Deze bepaling zou, met enige aanpassing, in overeenstemming kunnen worden gebracht met artikel 50, eerste lid, van het ontwerp dat betrekking heeft op de provinciebelastingen "te innen op door de gouverneur van de provincie vastgestelde en uitvoerbaar verklaarde kohieren". Dat artikel 50, eerste lid, bepaalt immers dat die belastingen als vastgestelde rechten worden ingeschreven "op de datum van de uitvoerbaarverklaring van de kohieren". Maar het hier besproken artikel komt stellig niet overeen met artikel 50, tweede lid, hetwelk bepaalt dat de ontvangsten, door bemiddeling van het bevoegde Rijksbestuur verricht, als vastgestelde rechten worden ingeschreven, niet bij de inkohiering maar wel "op overlegging van de berichten of tabellen van stortingen aan de provincie".

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaren geeft artikel 50 de werkelijke wil van de Regering te kennen. Artikel 42, tweede lid, a), zou derhalve moeten handelen over de twee in artikel 50 bedoelde gevallen.

Aangezien artikel 40 alleen van een Rijkstegemoetkoming spreekt, zouden de woorden "van andere openbare besturen" onder c) moeten worden vervangen door "van het Rijk".

Artikel 43.

In artikel 43, b), vervange men het woord "schuldenaren" door de woorden "belastingschuldigen en debiteuren"; onder c) kan juister worden gelezen : "het bedrag van de ... geldsommen". De woorden "ineens of op gezette tijden" zijn overbodig en moeten vervallen.

Vermits de vastgestelde rechten volgens artikel 42 de geldsommen zijn welke "verschuldigd bevonden zijn in de loop van het (begrotings)jaar", lijkt het overbodig in artikel 43, d), nog te preciseren : de "per begrotingsjaar ... opgemaakte".

In dezelfde tekst vervange men de woorden "bijdragen van de openbare besturen" door "Rijkstegemoetkomingen" (cf. artikel 40).

.../...

Artikel 44.

Onder d) vervange men de woorden "bijdragen van de openbare besturen" door "Rijkstegemoetkomingen".

De tekst onder g), eerste lid, is een uitzondering op de regel dat het recht wordt vastgesteld op het tijdstip waarop het wordt geheven. In het onderhavige geval zal het recht als vast recht worden geboekt op het ogenblik dat de ontvangst wordt geïnd (welke inning blijkt uit de uittreksels uit de rekeningen-courant).

Het tweede lid van de tekst onder g) is een uitzondering op het eerste lid. In feite betekent deze bepaling dat, in strijd met hetgeen in het eerste lid is gesteld, het recht zal worden vastgesteld op de vervaldag van de interesten of op de datum van de toekenning aan de provincie van dividenden of winstaandelen, als die datum gekend is.

De tekst zou moeten worden omgewerkt wil hij de juiste bedoeling weergeven.

De tekst onder g), tweede lid, zou kunnen beginnen met de woorden : "Deze geldsommen worden echter verbonden aan ..." en eindigen met de woorden "als die datum gekend is".

De tekst onder h) zou moeten worden herzien. Letterlijk opgevat, zou hij betekenen dat de gemeentebijdragen als vastgestelde rechten worden geboekt op

.../...

het ogenblik dat voorschotten worden gestort vóór het omslaan van de uitgaven. Dat zou onlogisch zijn. Wat in dat geval als vastgesteld recht wordt geboekt, is het voorschot en niet de volledige bijdrage. Alleen het voorschot is immers gekend aangezien de omslag nog niet heeft plaatsgehad. Het uit de omslag volgend bedrag kan dus bij de storting van het voorschot niet als vastgesteld recht worden geboekt om twee opvallende redenen : 1) de bijdrage is niet gekend; 2) zij is nog geen vastgesteld recht.

Artikel 49.

Onder 3° van dit artikel is de bijvoeglijke bijzin "die belast is met de inning van de vorderingen" overbodig.

Onder 5°, stemmen de beide versies niet overeen. Is de Nederlandse tekst juist, dan moet in de Franse tekst worden gelezen : "les droits irrécouvrables et les droits annulés".

Onder 6° moeten de woorden "rekenplichtige ambtenaar" worden vervangen door "bijzonder ontvanger".

Artikel 50.

In het tweede lid kan de tweede volzin beter als volgt worden geredigeerd :

"Zij worden ... als vastgestelde rechten en tevens als werkelijke ontvangsten geboekt".

.../...

Artikel 51.

De woorden "welke ter bestrijding van de provinciale uitgaven worden aangegaan" zijn overbodig.

Het beoogde doel kan worden bereikt als artikel 51 als volgt begint : "De leningen, met uitzondering van de thesaurieleningen, worden ...".

De tweede volzin zou in een afzonderlijk lid moeten komen.

Artikel 52.

In het tweede lid van dit artikel is het woord "verbonden" synoniem met "aangerekend". Het lijkt beter, te werken met deze laatste term, die trouwens ook in het derde lid is gebruikt.

Naar aanleiding van een ontvangst worden twee rekeninguittreksels afgegeven :

1° de belastingschuldige of de debiteur stort een bedrag op de postrekening of op de rekening bij het Gemeentekrediet van de bijzonder ontvanger. Deze eerste verrichting geeft aanleiding tot uitgifte van een rekeninguittreksel;

2° de bijzonder ontvanger schrijft dat bedrag over op een van de rekeningen van de provincie bedoeld in artikel 29 van het ontwerp-besluit. Ook bij deze verrichting wordt een rekeninguittreksel afgegeven.

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, is het in het derde lid van artikel 52 bedoelde rekeninguittreksel het uittreksel dat betrekking heeft op de storting van de ontvangst door de ontvanger op de rekeningen bedoeld in artikel 29. Het ware nuttig die verduidelijking aan te brengen. Het probleem heeft weliswaar geen belang in de loop van het jaar, maar wél op de laatste dagen van het jaar.

Artikel 53.

In het tweede lid, 5), is de term "tijdelijke geldplaatsingen" een van de drie benamingen voor eenzelfde zaak. In artikel 130 immers is sprake van "tijdelijk belegde geldmiddelen" en in artikel 131 van "voorlopige geldbeleggingen". De meest geschikte term zou zijn : "tijdelijke beleggingen".

Artikel 55.

De tekst zou duidelijker zijn als het eerste lid zó geredigeerd was : "Behalve in de gevallen bedoeld in artikel 53, tweede lid, en in artikel 54, zijn de bijzondere ontvangers belast met het invorderen van de ontvangsten van de provincie".

In het derde lid zou volgens de gebruikelijke formule moeten worden gelezen : "inrichtingen en diensten".

.../...

Artikel 56.

In het eerste lid zouden de woorden "ten behoeve van hun beheer" moeten worden vervangen door de gebruikelijke formule : "ten behoeve van hun inrichting of dienst".

Artikel 57.

Met goedvinden van de gemachtigde ambtenaren wordt voorgesteld, in het eerste lid het zinsdeel "binnen de door de bestendige deputatie vast te leggen grenzen" te schrappen.

In het derde lid van de Franse tekst vervange men de woorden "tombant en annulation" door "donnant lieu à annulation".

Het laatste lid van artikel 57 is dubbelzinnig. De twee daarin bedoelde gevallen kunnen zijn : ofwel de twee gevallen bedoeld in het tweede lid (betalingsonmacht door de bestendige deputatie erkend en invordering opgegeven volgens een beslissing van de provincieraad), ofwel de twee gevallen van het derde lid (vervallen vastgestelde rechten en materiële vergissingen), of nog de twee gevallen van het tweede lid en de twee gevallen van het derde lid.

Volgens de gemachtigde ambtenaren zouden in het vierde lid worden bedoeld de twee gevallen van het tweede lid. De alinea's 3 en 4 zouden dan ook in omgekeerde orde moeten komen te staan.

.../...

Artikel 58.

In artikel 68, laatste lid, is sprake van "dagelijkse rekeninguittreksels". Het gaat om de rekeningen die bedoeld zijn in dit artikel 58. Het kan zijn nut hebben te bepalen : "De ontvangers houden dagelijks een ontvangstboek bij ...".

Artikel 59.

Het ware juister te schrijven : "De ontvangstboeken worden ...". Elke ontvanger houdt er een bij. Alleen van het grootboek van de ontvangsten, bedoeld in artikel 73, dat door de centrale comptabiliteitsdienst wordt gehouden, bestaat één exemplaar per provincie.

Aan het slot van het eerste lid moet worden gelezen : "artikel 61, tweede lid".

Artikel 60.

In het eerste lid moet, zoals in de vorige artikelen worden gelezen : "... maken de ontvangers ...".

Onder b) van de Franse tekst moet worden gelezen : "... des droits irrécouvrables, des droits annulés et des droits reportés ...".

.../...

Volgens artikel 73 wordt "het grootboek van de ontvangsten afgesloten ... na ontvangst van de in artikel 60 bedoelde samenvattende tabel".

Het tweede lid van dat artikel 60 bepaalt echter dat die (verzamel)tabel "kan worden vervangen door een kopie van het grootboek". Het betreft uiteraard een kopie van het "ontvangstenboek van de ontvanger" en niet een kopie van het grootboek van de ontvangsten. Het woord "grootboek" zou dus moeten worden vervangen door de woorden "ontvangstenboek van de ontvanger".

In de Franse tekst vervange men het woord "pourrait" door "peut".

Artikel 61.

Volgens de eerste volzin van het eerste lid van dit artikel mogen de ontvangsten "niet aangewend worden tot het betalen van uitgaven". Bepaald zou moeten worden dat zij niet mogen worden aangewend tot het betalen van uitgaven "door de ontvangers zelf".

Volgens dit artikel moeten de ontvangsten "die door toedoen van de ontvangers worden gedaan", worden gestort op de in artikel 29 bedoelde rekeningen wanneer zij een door de bestendige deputatie bepaalde som bereiken "en ten minste om de maand".

.../...

Volgens artikel 68, c, moet echter bij de rekeningen worden gevoegd "een omstandige opgave van de ontvangsten en stortingen welke dag voor dag werden gedaan ...". Ontvangsten en stortingen zouden dus dag voor dag moeten geschieden. Dat is wel zo voor de ontvangsten, maar wat de stortingen betreft is er geen overeenstemming tussen artikel 68, c, en dit artikel.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zou artikel 61 moeten blijven en zou artikel 68, c, als volgt moeten worden gewijzigd : "een omstandige opgave van de dagelijkse ontvangsten en van de stortingen verricht via ...".

In het tweede lid leze men : "De laatste giro moet derwijze geschieden dat ..." en vervange men "de afsluitingsmaand" door "december".

Volgens artikel 56 worden de ontvangsten en stortingen van de ontvangers verricht via rekeningen die geopend zijn ofwel bij de postcheque- en girodienst ofwel bij het Gemeentekrediet. In artikel 61 daarentegen is alleen sprake van de ontvangsten die "op hun postrekening zijn gestort". Beide teksten moeten in overeenstemming worden gebracht.

Artikel 62.

In het eerste lid betekent de term "begrotingsbestemming" : "begrotingsaanrekening".

.../...

Het is verkieslijk deze term te gebruiken. Artikel 67, d, werkt met "begrotingsaanwijzing".

Het derde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Eventueel verwijzen zij naar een omstandige opgave die afzonderlijk toegezonden wordt ...".

In het vierde lid ware een juistere lezing : "... de juiste begrotingsaanrekening, het artikel en het jaar ...".

Artikel 64.

In het ontwerp is de term "beheer" gebruikt om verschillende zaken aan te wijzen. Er is het stelsel van het beheer (gevestigde term), er is het beheer gebruikt in de betekenis van een jaar, er is het beheer gebruikt in de betekenis van "de gehele loopbaan" (bijvoorbeeld artikel 69, eerste lid) en er is ook nog het beheer in de betekenis van "wijze van beheren" (bijvoorbeeld artikel 70, eerste lid).

Zo'n verwarring van termen moet worden voorkomen; daarom vervange men "beheer" door "jaar" telkens als beide termen synoniem zijn.

.../...

Artikel 65.

De artikelen 65, 66 en 70 hebben alle drie betrekking op het afleggen van rekening door de ontvangers : jaarlijks in algemene regel (artikel 65), onmiddellijk in geval van ontslag of overlijden (artikel 66), eveneens onmiddellijk in geval van "deficit" (artikel 70). Het ware logischer die verschillende gevallen samen te behandelen in één artikel of in twee op elkaar volgende artikelen.

Aan het slot van het derde lid is het onnodig te preciseren dat de verrichtingen in de verschillende tabellen en rubrieken worden gebracht "volgens de uitkomsten van de desbetreffende rekeningen". Dat spreekt vanzelf. Dat zinsdeel kan dan ook vervallen.

In het vierde lid lijkt de term "de in uitgaaf aangerekende sommen" bijzonder slecht gekozen nu men weet dat de ontvangsten die door toedoen van de ontvangers worden gedaan niet mogen worden aangewend tot het betalen van uitgaven (artikel 61). Artikel 64 spreekt van "ontvangsten en stortingen". In dit artikel zou dus moeten worden gehandeld over "sommen gegireerd of gestort" op de in artikel 29 bedoelde rekeningen.

In het tweede lid vervange men de woorden "in de loop van het jaarbeheer" door "in de loop van het jaar".

.../...

Artikel 66.

Behalve de opmerking die in het vorig artikel gemaakt is over de plaats van artikel 66, eerste lid, behoren bij dit artikel nog de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

Zoals het tweede lid is geredigeerd, kan worden betwijfeld of de eindrekening die wordt opgemaakt in geval van ontslag of overlijden eveneens moet worden overgelegd aan de rekenplichtige bedoeld in artikel 113bis van de provinciewet, zoals bepaald is in artikel 65, vierde lid. Dat zou kunnen worden verstaan uit het woord "onverwijld" en vooral uit het feit dat er alleen sprake is van "overzending aan de bestendige deputatie en aan het Rekenhof". Als de Regering het niet zo bedoelt, dient de tekst te worden herzien.

In het derde lid vervange men het woord "uitgaafverrichtingen" door "stortingsverrichtingen".

Artikel 67.

De tekst zou nader moeten bepalen dat het hier om de jaarrekeningen gaat. Hetzelfde geldt ook voor artikel 68.

Duidelijkheidshalve vervange men in de teksten onder a), b), c) en e) "beheer" door "jaar".

.../...

Artikel 68.

Onder a) vervange men het woord "beheer" door "jaar".

Als gevolg van de opmerking die gemaakt is bij het onderzoek van artikel 61, zou in de tekst onder c) moeten worden gelezen : "een omstandige opgave van de dagelijkse ontvangsten en van de stortingen verricht via de rekening ...".

De slotzin van het laatste lid van het artikel betekent dat de ontvanger, zodra hij de rekeninguittreksels en de verantwoordingsstukken van de postcheque- en girodienst of van het Gemeentekrediet ontvangt, die documenten in chronologische orde moet nummeren. Deze volzin zou in een afzonderlijk lid moeten komen dat beter op zijn plaats zou zijn in artikel 56.

Artikel 69.

Het tweede lid heeft betrekking op een bijzonder geval dat zich slechts voordoet als de ontvanger zijn ambt neerlegt. Het zou beter als voorlaatste lid komen, waardoor het laatste lid vereenvoudigd zou kunnen worden als volgt : "Een exemplaar van dat procesverbaal wordt bij ... gevoegd".

In hetzelfde tweede lid van de Franse tekst moet het woord "montant" dat hier niet dienstig is, worden vervangen door het woord "somme".

.../...

In het vierde lid zou moeten worden gelezen "inrichting of dienst" en in plaats van "geregeld aan de provincie worden gestort" zou kunnen worden gelezen : "aan de provincie worden gestort overeenkomstig artikel 61, eerste lid".

Het is niet duidelijk waarom in het vijfde en het zesde lid bepaald wordt dat het proces-verbaal van de verificatie zonder meer afgegeven wordt aan de centrale comptabiliteitsdienst van de provincie en niet aan het Rekenhof gezonden wordt, terwijl het proces-verbaal van de kasverificatie per 31 december wel aan het Rekenhof zou worden toegezonden. Waarom zou het Rekenhof immers wel de kas maar niet de comptabiliteit verifiëren ?

Deze opmerking zou overbodig worden als in het zesde lid het woord "kasverificatie" werd vervangen door "verificatie". Dat zou immers betekenen dat de processen-verbaal van de verificaties die worden verricht wanneer de bestendige deputatie het nodig acht, niet aan het Rekenhof worden toegezonden (hetgeen begrijpelijk is voor zover er geen tekort is), maar dat daarentegen het proces-verbaal van de verificatie die in elk geval op het einde van het jaar moet plaatshebben, wel aan het Rekenhof moet worden toegezonden (hetgeen logisch is).

Wat de Regering hier precies bedoelt, kon niet met volle zekerheid worden uitgemaakt.

.../...

Artikel 70.

In de Franse tekst van het derde lid zou moeten worden gelezen "procès-verbal de déficit" in plaats van "du déficit".

Bij het vierde lid rijst de vraag wanneer het deficit wordt vastgesteld. In het eerste lid is sprake van de ambtenaar die een deficit constateert. Maar daar heeft men te maken met de materiële vaststelling.

In het geval van het vierde lid lijkt men zich echter op het gebied van de juridische vaststelling te bevinden. Die zou derhalve niet door de ambtenaar maar door de bestendige deputatie moeten geschieden. Bedoelt de Regering het werkelijk zo, dan dient het vierde lid als volgt te worden gredigeerd : "Nadat de bestendige deputatie het deficit heeft vastgesteld, beveelt zij ...".

In het vijfde lid vervange men de woorden "ontvangst- en uitgaafverrichtingen" door "ontvangsten en stortingen".

In artikel 69 schijnt de term "beheer" te zijn gebruikt in de betekenis van "loopbaan". Is dat werkelijk zo, dan lijkt artikel 70, vijfde lid, niet zeer logisch. Men zou dan aan het einde van de loopbaan de rekeningen doen verifiëren van een ontvanger die a priori onberispelijk is, terwijl voor een deficitaire ontvanger de rekening slechts betrekking zou hebben op de verrichtingen gedaan sedert de aanvang van het jaarbeheer.

.../...

In het zevende lid vervange men de niets-zeggende woorden "zo gauw mogelijk" door de woorden "in de eerstvolgende zitting van de provincieraad".

De wijziging van de begroting is immers de taak van de provincieraad en niet van de "dienst-doende ontvanger". De woorden "waarop de dienst-doende ontvanger het deficit in uitgaaf boekt" moeten derhalve worden vervangen door "waarop het deficit in uitgaaf wordt geboekt".

De verbetering van de rekeningen moet niet alleen tot de begroting maar ook tot de rekeningen van de bijzondere ontvanger worden doorgetrokken. In de rekening van een ontvanger is een tekort vast-gesteld : het is niet voldoende de zaak te regelen op het niveau van de begroting. Uiteindelijk moet de in deficit bevonden rekening opnieuw sluitend worden gemaakt. Artikel 70 brengt hiervoor geen oplossing.

Artikel 72.

De in het tweede lid van dit artikel bedoelde ontvangsten zijn die van de ontvanger. Artikel 49 be-paalt reeds dat er een grootboek van de ontvangsten wordt gehouden waarin de ontvangsten per jaar en per artikel van de begroting worden aangetekend.

Zoals artikel 72 is geredigeerd, kan het aanleiding geven tot een verkeerde opvatting van het bijhouden van het grootboek. Het specifieert welis-

.../...

waar dat de ontvangsten van de ontvangers per begrotingsjaar en per artikel in het grootboek worden ingeschreven (hetgeen juist is), maar a contrario zou daaruit kunnen worden afgeleid dat die verplichting niet geldt voor de ontvangsten die door de rekenplichtigen van het Rijk worden geïnd en voor die welke rechtstreeks worden gestort. Artikel 49 nu stelt dat alle ontvangsten van de provincies op die wijze in het grootboek moeten worden vermeld.

Het tweede lid zou dus zó moeten worden geredigeerd, dat de verplichting welke het oplegt voor alle ontvangsten geldt.

*

Artikel 62, waarnaar dit artikel verwijst, werkt niet met het woord "borderellen".

Artikel 72 verwijst dus naar een begrip dat in het bedoelde artikel niet voorkomt. Artikel 62 zou derhalve moeten worden aangevuld met de bepaling dat de ontvangers, wanneer zij hun ontvangsten storten, daarvan een samenvatting moeten geven op borderellen.

Het woord "vermeld" kan gevoeglijk worden vervangen door "ingeschreven".

.../...

Artikel 73.

De term "samenvattende tabel" zou in het meervoud moeten worden gesteld. Elke ontvanger maakt er immers een op en in de meeste inrichtingen en diensten van de provincie is een ontvanger. De centrale comptabiliteitsdienst ontvangt dus talrijke samenvattende tabellen.

In de Franse tekst van het tweede lid vervange men de woorden "les sommes recouvrables" door "les sommes restant à recouvrer".

Artikelen 74 tot 79.

Deze artikelen handelen over "aannemingen en leveringen" en stellen geen voor de rekenplichtigen geldende regelen. Zij vinden geen rechtsgrond in artikel 112 van de provinciewet die 's Konings verordeningsbevoegdheid op dit gebied beperkt tot de controle op de vastleggingen van uitgaven en op de comptabiliteit van de provincies.

Uitgaande van de wet van 18 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit zou weliswaar kunnen worden betoogd dat het woord "comptabiliteit" moet worden verstaan in een ruime zin vermits die wet, ondanks haar opschrift, in haar artikelen 20, 21 en 22 handelde over "kopen" en leveringen. Hiertegen kan in de eerste plaats worden ingebracht dat artikel 53 van de

.../...

wet van 18 mei 1846 wel sommige bepalingen van die wet op de provincies toepasselijk verklaarde, maar dat de artikelen 20, 21 en 22 daar niet bij zijn, hetgeen erop wijst dat de wetgever inzake overeenkomsten en leveringen van de provincies geen andere regelen heeft willen stellen dan in de provinciewet zijn bevat.

Die artikelen 20, 21 en 22 zijn bovendien opgeheven bij de wet van 4 maart 1963 betreffende het sluiten van overeenkomsten voor rekening van de Staat, en geen artikel van die wet maakt haar bepalingen of sommige ervan toepasselijk op de provincies.

Ten slotte moge worden opgemerkt dat 's Konings verordeningsbevoegdheid in haar huidige vorm in artikel 112 van de provinciewet is opgenomen door de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit en dat zij moet worden geïnterpreteerd met inachtneming van de wil van de wetgever. Het feit dat de wetgever van 1963 met een tussentijd van slechts drie maanden de twee genoemde wetten heeft aangenomen, toont echter genoegzaam aan dat volgens hem de comptabiliteit enerzijds en de overeenkomsten en leveringen anderzijds twee volkomen verschillende zaken zijn.

Bijgevolg moeten de artikelen 74 tot 79, die geen rechtsgrond hebben, vervallen.

.../...

Artikel 80.

Op te merken valt dat de overeenkomsten die gesloten worden zonder bestelbons niet aan dit artikel 80 onderworpen zijn.

In de tekst onder b) voege men na het woord "dienst" de woorden "of inrichting" in.

Onder c) moeten de woorden "en diensten" worden ingevoegd of moeten de woorden "leveringen en werken" worden vervangen door "aannemingen".

Ook bij de tekst onder d) is een opmerking te maken. In de fase van de vastlegging is er geen "vermoedelijk maximumbedrag van de vast te leggen uitgaaf" maar wel een bepaald bedrag van de uitgaaf. Alleen in de fase van de ordonnancering of bij latere aanvullende vastleggingen zal blijken dat de aanvankelijk vastgelegde som ofwel overdreven ofwel ontoereikend was. Derhalve vervange men de tekst onder d) door de volgende tekst : "d) het bedrag van de vastgelegde uitgave".

In de tekst onder e) voegt de term "werkelijk" niets toe aan de tekst; hij moet derhalve vervallen. Bovendien lijkt het niet heel juist te zijn te spreken van "het" beschikbaar gedeelte. Beter ware : "het bedrag van het nog beschikbare krediet".

.../...

Artikel 81.

Dit artikel heeft geen regelende strekking want het staat de bestendige deputatie toe te doen wat zij ook zonder deze tekst reeds vermocht te doen.

De bestendige deputatie bezit de bevoegdheden welke haar door de wet zijn verleend en als de Koning daarvoor geen bijzondere machtiging heeft, kan Hij daar niets aan veranderen.

Ook hier treedt het ontwerp buiten de sfeer van de comptabiliteit en treedt het in de zaken van het bestuur. Het artikel moet dus vervallen.

Artikel 82.

In het eerste lid schrappe men de woorden "uitgenodigd te worden".

In plaats van "inrichting of dienst die bij de uitgave betrokken is" moet worden gelezen : "inrichting of dienst waarvoor de uitgave is vastgelegd".

Volgens de gemachtigde ambtenaren is een aangestelde van de inrichting of van de dienst belast met het waarmerken van de opgaven of fakturen en niet bijvoorbeeld de ontvanger of de dienst van de comptabiliteit. Die verduidelijking zou in de tekst moeten staan.

.../...

In de tweede volzin van het derde lid slaan de woorden "Hij voorziet" niet op de inrichting of de dienst maar op de aangestelde die de opgaven en fakturen waarmerkt. Dat zou in de tekst duidelijk moeten zijn.

Het in het derde lid bedoelde "nummer van de uitgaafvastlegging" is het nummer waarvan sprake is in artikel 90. Terwille van de nauwkeurigheid zou moeten worden gelezen : "en van het nummer van de vastlegging van de uitgave, zoals voorgeschreven is in artikel 90".

In het geval van het derde lid, b), stelt men vast dat aan de centrale comptabiliteitsdienst geen bericht wordt gegeven, althans niet door de betrokken inrichting of dienst. Vermoed mag worden (en volgens de ambtenaren zou het werkelijk zó zijn) dat de ontvanger of de ordonnateur zelf de centrale comptabiliteitsdienst moet verwittigen. Dat zou in de tekst moeten worden gezegd.

*

De artikelen 82 tot 84 die betrekking hebben op de vereffening en de betaling zouden niet moeten staan in hoofdstuk V, maar in hoofdstuk VII "Vereffening en betaling van de uitgaven", hetwelk logisch volgt op hoofdstuk VI "Vastlegging van de uitgaven".

.../...

Artikel 84.

Aan het slot van het eerste lid vervange men de woorden "op overlegging van de bewilligingsbesluiten van de bestendige deputatie" door "op overlegging van de besluiten die ze toekennen".

In het tweede lid moeten de woorden "in voorkomend geval" worden geschrapt. Men moet immers het bedrag van de gesubsidieerde uitgaven kennen, wil men het bedrag van de tegemoetkoming kunnen berekenen.

Artikel 85.

Uit het eerste lid van dit artikel blijkt niet - noch uit de tekst, noch uit de plaats ervan in het reglement - dat deze interne facturering plaatsheeft, zoals de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, na de vereffening van de uitgaven en vóór het opmaken van de jaarrekeningen. De woorden "hetzij onmiddellijk na het leveren van prestaties of goederen, hetzij periodiek" zouden moeten worden vervangen door "na de vereffening van de ordonnantie, hetzij onmiddellijk, hetzij periodiek".

Bovendien zou deze § 4 van hoofdstuk V beter op zijn plaats zijn in een hoofdstuk IX, na de vereffening en de betaling van de uitgaven en vóór titel III betreffende de jaarrekeningen.

.../...

Artikel 86.

In het tweede lid lijkt het verkieslijk te werken met de formule van artikel 22 : "die nodig zijn voor de normale werking van de provinciale inrichtingen en diensten ...".

De term "aangegaan", van zijn kant, zou moeten worden vervangen door "vastgelegd".

Artikel 87.

Door zijn te strakke bewoordingen wordt het eerste lid van dit artikel dubbelzinnig. Het is alleen juist wat de vastleggingen van uitgaven betreft. Het voegt aan de tekst niets toe en kan dus vervallen.

Men leze het tweede lid als volgt : "Het begrotingsjaar waarin de verbintenissen worden vastgelegd ten laste van de provincie ...".

In de tekst onder 1° vervange men de woorden "de periode van het jaar" door "het jaar".

De term "verschuldigd" is dubbelzinnig en biedt geen oplossing voor alle gevallen. Gesteld dat tot uitkering van achterstallige wedden over 1971 wordt besloten in 1972. Het jaar van aanrekening zal 1972 zijn, want de beslissing is in 1972 genomen. Die achterstallen zijn echter in feite "verschuldigd" voor prestaties geleverd in 1971. De redactie van het 1° zou derhalve moeten worden herzien.

.../...

Onder 1°, a), neme men de formule van artikel 83 over en voege men aan de tekst de woorden "lonen en vergoedingen" toe.

Onder 1°, b), vervange men het woord "gesubsidieerde" door "erkende" (cf. artikel 84).

Waar artikel 3, derde lid, het heeft over "sommen welke opeisbaar zullen worden" is het veel beknopter dan het 2° van artikel 87 ofschoon het toch onder de drie gevallen van opeisbaarheid welke het bedoelt, ook de verbintenissen opneemt welke het gevolg zijn van "de uitvoering, tijdens hetzelfde jaar, van wets- of verordeningsbepalingen". Dat geval komt niet voor in de opsomming van artikel 87, 2). Volgens de gemachtigde ambtenaren werd het uit het oog verloren.

In de Franse tekst onder 2°, b), kunnen de woorden "donnent ouverture" gevoeglijk worden vervangen door "donnent lieu".

De tekst onder 3°, c), kan duidelijker worden geredigeerd als volgt : "c) voor de krachtens artikel 8, eerste lid, ambtshalve ingehouden bedragen".

.../...

Artikel 88.

In het eerste lid moet worden gelezen : "de inrichtingen en diensten ... van de door hen vastgelegde uitgaven".

In het tweede lid, d), slaat het woord "rechthebbenden" op degenen aan wie de bedragen verschuldigd zijn. De term is niet zeer gelukkig gekozen en ook niet zeer duidelijk.

Men zou kunnen schrijven : "de eerste naam die op de collectieve staten voorkomt".

In het tweede lid, f), is sprake van het nummer van de vastlegging. Dat nummer staat alleen in artikel 90. Duidelijker ware dan ook : "het nummer van de vastlegging, zoals voorgeschreven is in artikel 90".

In de Franse tekst onder g) zijn de woorden "pièces de dépenses" niet gelukkig gekozen. Het betreft de ordonnanties van betaling en de daarbij gevoegde bewijsstukken. Dat zou in de tekst moeten staan.

De "uitbetalingsdiensten" zijn tweeërlei : de centrale comptabiliteitsdienst en de ontvangers, die geldvoorschotten beheren.

De tekst onder h) zou moeten beginnen met de woorden "in voorkomend geval", want er zijn gevallen waarin er noch positief noch negatief verschil zal zijn tussen de geraamde vastgelegde, en de werkelijke uitgave.

.../...

Artikel 90.

Juister voor : "atteste la formalité" is in de Franse tekst : "atteste l'accomplissement de la formalité".

Artikel 91.

Volgens de eerste volzin van artikel 91 kan er alleen een verschil zijn indien de vastlegging "werd geboekt vooraleer de dienstverstrekking verricht was". Dat is logisch, want geschiedt de vastlegging op hetzelfde tijdstip als de dienst wordt verstrekt (bijvoorbeeld bij gemis van een bestelbon - artikel 78, d, tweede lid), dan geschieden vastlegging en ordonnancering terzelfdertijd. Beide bedragen zullen dan gelijk zijn, dus zonder mogelijkheid van verschil.

Dit begrip "boeking van de vastleggingen vooraleer de dienstverstrekking verricht is" zou kunnen worden opgenomen in artikel 88, h); daartoe is het voldoende die tekst als volgt aan te vullen : "... tussen het geraamde bedrag van de vastleggingen die geboekt zijn vooraleer de dienstverstrekking verricht is en het werkelijk bedrag van de uitgaven".

Wat de tweede volzin van artikel 91 betreft, die zou dan een tweede lid van artikel 88, h) kunnen worden.

*

Wenst de Regering artikel 91 te behouden, dan moeten de woorden "betaalbaarstelling van de uitgaven" worden vervangen door "ordonnancering van de uitgaven".

.../...

Aan het slot van de Franse tekst van dit artikel lijken de woorden "engagements effectivement contractés" weinig gelukkig. Een "engagement effectivement contracté" wordt immers dadelijk geboekt. Wat dit artikel met het werkelijk overschot vergeleken wil zien is niet die oorspronkelijke vastlegging, wel de bedragen die uiteindelijk "werkelijk vastgelegd zijn". Men leze derhalve : "les sommes qui ont été effectivement engagées".

Artikel 92.

In het tweede lid vervange men de woorden "die op staten vermeld zijn" door "die op de staten vermeld zijn".

Bij het derde lid zijn twee opmerkingen te maken :

1) Zoals de tekst is geredigeerd kan hij worden geacht te slaan op gevallen waarin een uitgave is vastgelegd, terwijl het uitgetrokken krediet ontoereikend was om die uitgave te bestrijden. Zo heeft de Regering het stellig niet bedoeld. De tekst zou derhalve moeten worden gewijzigd.

2) Ook de term "tot verantwoording van de nodige bijkredieten" is dubbelzinnig. Men beweegt zich immers hier op het gebied van inrichtingen en diensten die een comptabiliteit van de vastgelegde uitgaven moeten voeren. Met krediet hoeven de diensten zich niet in te laten. Alleen behoren zij te weten hoeveel het begrotingskrediet bedraagt dat hun is toegekend en waarop zij hun uitgaven mogen vastleggen. Het lijkt dus niet juist te zeggen dat zij een "nota tot verantwoording van de nodige bijkredieten" bij die staten moeten voegen. Wat zij in feite moeten bewijzen is de noodzaak waarin zij zich bevinden om uitgaven vast te leggen terwijl het beschikbaar krediet ontoereikend is.

/...

De verantwoording door de dienst van de noodzaak die uitgave te doen moet de bestendige deputatie tot bewijs dienen om aan de provincieraad de goedkeuring van een bijkrediet te vragen.

De tekst zou derhalve als volgt kunnen worden gelezen :

"Wanneer verwacht wordt dat de kredieten ontoereikend zullen zijn om de latere uitgaven van het jaar te bestrijden, wordt bij die staten een nota gevoegd ter verantwoording van de noodzaak die uitgaven vast te leggen met de bevestiging dat op hetzelfde krediet geen besparing kan worden gedaan om de vastleggingen van het jaar binnen de grenzen van de goedgekeurde kredieten te houden".

Artikel 93.

Bij het tweede lid zijn enkele opmerkingen te maken.

1) Het woord "schuldvordering" is verkeerd gekozen. De dienst of de inrichting hoeft zich evenmin om "schuldvorderingen" als om "kredieten" te bekommeren (zoals gezegd is bij het onderzoek van artikel 92). Zij moeten de vastgelegde uitgaven boeken. "Schuldvordering" zou moeten worden vervangen door "vastlegging".

2) Naar uit de redactie van het lid blijkt, zal de verplichting gelegd worden op "de belanghebbende inrichting of dienst".

.../...

Men kan zich afvragen of de hier bedoelde inrichtingen of diensten hun verplichtingen kunnen nakomen. Dat kunnen zij in de fase van de vastlegging van de uitgave omdat precies zij met de boeking ervan zijn belast. Geheel anders is het echter in de fase van de betaalbaarstelling (dit wil zeggen van de ordonnancering). Op dat niveau hoeven de diensten of inrichtingen niet meer op te treden. Nu is het de beurt aan de centrale comptabiliteitsdienst. Gesteld mag dus worden dat de ordonnancering geschiedt buiten de instellingen en diensten om. Zij kunnen dus bezwaarlijk een tabel opmaken "van de kredietgedeelten die nodig zijn om de regelmatig vastgelegde en nietbetaalbaar gestelde uitgaven te vereffenen".

De in dit lid bedoelde tabel kan dus wel een "omstandige" tabel zijn maar zal alleszins zeer onvolledig blijven.

De tekst zou derhalve moeten worden herzien.

*

De woorden "niet-betaalbaar gestelde" zouden moeten worden vervangen door "niet geordonnanceerde".

Artikel 94.

In de tekst onder b) lijkt het woord "samenvatting" weinig gelukkig. Het wijst op een verrichting die na enige tijd plaatsheeft (een maand, drie maanden of een jaar). Volgens de gemachtigde ambtenaren zou de verrichting daarentegen van dag tot dag moeten geschieden. Derhalve kan beter worden gewerkt met de woorden "de som" of "het totaal".

.../...

Artikel 95.

Aan het slot van de tekst onder 2° moeten de woorden "voor het vereffenen van vaste en andere uitgaven" als overbodig vervallen.

Ook zou kunnen worden gelezen "de ambtenaren-ordonnateurs", want er is meer dan één zo'n ambtenaar per provincie.

Het was niet mogelijk te achterhalen wat in de tekst onder 3° wordt bedoeld met de woorden "huishoudelijk beheerde diensten". Het blijkt echter dat zij niets anders kunnen betekenen dan "inrichtingen en diensten". Is dat inderdaad zo, dan gebruike men die formule.

Ten slotte kunnen de woorden "voor de betaling van schuldvorderingen, waarvan het bedrag niet boven dat, bepaald in artikel 112, vierde lid, b, van de provinciale wet, uitgaat" worden vervangen door "overeenkomstig artikel 112, vierde lid, b, van de provinciewet".

Artikel 96.

In het tweede lid van dit artikel, Franse tekst, zou moeten worden gelezen "soumises" in plaats van "soumis".

De woorden "zomede vóór hun tenuitvoerlegging aan het visum van het Rekenhof onderworpen", van hun kant zouden moeten worden vervangen door "en aan het voorafgaand visum van het Rekenhof onderworpen" zoals de gebruikelijke formule luidt.

.../...

Artikel 97.

Dit artikel is slechts een aankondiging van artikel 104. Het moet als overbodig vervallen.

Artikel 98.

Het eerste lid is overbodig. Het spreekt vanzelf dat een ordonnantie van betaling het verschuldigd bedrag, en alleen dàt bedrag dient te vermelden.

Dat bedrag is anderzijds alleen verschuldigd "uit hoofde van de verrichte prestatie en van de prijzen die bepaald zijn".

Het tweede lid lijkt slecht te zijn geredigeerd. De betalingen geschieden steeds door toedoen van de Postcheque- en girodienst of van het Gemeentekrediet.

Zij geschieden door middel van een overschrijving als de schuldeiser een rekening heeft bij de Postcheque- of girodienst of bij het Gemeentekrediet, bij postassignatie in het tegenovergestelde geval.

De bedoeling van de Regering zoals die uit de verstrekte inlichtingen gebleken is, zou dan ook beter tot uitdrukking komen indien de tekst als volgt werd geredigeerd :

.../...

"De betalingen door toedoen van de Postcheque- en girodienst en van het Gemeentekrediet van België geschieden in beginsel door overschrijving in alle gevallen waarin de schuldeiser een rekening bij die instellingen heeft. De betalingen geschieden door middel van een postassignatie in alle andere gevallen".

Artikel 99.

In zijn huidige versie geeft dit artikel de bedoelingen van de Regering niet juist weer. Eigenlijk bedoelt het de nadruk te leggen op de verplichting voor de dienst die de betalingsordonnanties opmaakt, om het nummer van de te crediteren rekening te vermelden (die dienst kent het nummer) vooraleer de ordonnantie ter uitvoering aan de rekenplichtige van de provincie wordt gezonden (die dat nummer niet kent).

Het artikel zou nauwkeuriger geredigeerd zijn als volgt :

"Op de door middel van giro's uit te voeren betalingsordonnanties dient, vooraleer zij aan de in artikel 133bis van de provinciewet bedoelde rekenplichtige worden gezonden, het nummer van de te crediteren rekening te worden vermeld".

Men schrappe dus ook de woorden "of door tussenkomst van het Gemeentekrediet van België", aangezien ook in dat geval met giro's wordt gewerkt. Alleen bij betaling per postassignatie kan niet van giro worden gesproken.

.../...

Artikel 100.

Volgens de alinea's 2 en 5 van dit artikel wordt, vóór het visum van het Rekenhof betreffende de eerste aanrekeningsordonnantie van de bestendige deputatie (eerste en tweede lid), het bedrag van die ordonnantie "in uitgaaf aangerekend" (in de Franse tekst "porté en dépenses") en na het visum van het Rekenhof "definitief in uitgaaf gebracht"; vóór het visum van het Rekenhof betreffende de tweede aanrekeningsordonnantie van de bestendige deputatie (vierde lid) wordt het bedrag "in uitgaaf aangerekend" (in de Franse tekst "imputé en dépenses") en na het tweede visum van het Rekenhof definitief "in uitgaaf geboekt".

Eenheid in de terminologie is hier gewenst.

Het tweede lid houdt niet ten volle rekening met de nieuwe-functionele en economische - begrotingopmaak. De kredieten betreffende de in dit artikel bedoelde verrichtingen zullen immers op twee zaken betrekking hebben : de "delging" en de interesten, hetgeen in de begroting van het nieuwe type in twee afzonderlijke functies tot uiting moet komen. Er zou derhalve moeten worden gelezen : "in uitgaaf aangerekend op de artikelen van de "Schuldlast" ... die op de ... uitgetrokken zijn ...".

In de vorige opmerking is gezegd dat de definitieve boeking in uitgaaf voor beide aanrekeningsordonnanties plaatsheeft nadat het Rekenhof zijn visum heeft verleend (zie alinea's 2 en 5). Artikel 104, laatste lid, dat zeer algemeen gesteld is, bepaalt echter dat "de uitgevoerde ordonnanties voorgoed als uitgave worden geboekt".

.../...

De alinea's 2 en 5 van artikel 100 werken niet met dat begrip "uitvoering" voor de definitieve boeking in uitgave. De alinea's 2 en 5 van artikel 100 lijken dus stilzwijgend maar stellig in dat opzicht af te wijken van de regel van artikel 104, laatste lid. Is dat werkelijk zo, dan zou de aandacht op die afwijking moeten worden getrokken. Is het echter anders, dan zou artikel 100, tweede en vijfde lid, moeten worden herzien opdat ook in die gevallen de definitieve boeking als uitgave zou plaatshebben nadat de ordonnanties zijn uitgevoerd.

Uit ingewonnen inlichtingen blijkt dat de woorden "op het credit gebracht" boekhoudkundig zouden zijn gebruikt en gewoon zouden betekenen "overgeschreven". Deze laatste term zou de voorkeur verdienen.

Op de tweede regel van datzelfde lid zou beter worden gelezen : "... en het bedrag ervan wordt in uitgaaf aangerekend ...".

De woorden "op naam van de provincie afzonderlijk geopende depositorekening-courant ..." kunnen gevoeglijk worden vervangen door "op naam van de provincie geopende bijzondere rekening ...".

De term "bovenbedoelde" zou ofwel moeten vervallen ofwel verduidelijkt moeten worden. In dit artikel is immers van geen instelling sprake.

.../...

In het derde lid lijkt de Franse term "transfert" zeer slecht gekozen. Het zou immers geenszins gaan om de in artikel 24 bedoelde "overschrijvingen" waarover de provincieraad moet stemmen, maar alleen om hetgeen artikel 13, j) (waarop reeds is gewezen) "overboekingen - prélèvements" noemt. Ter voorkoming van dubbelzinnigheid zou deze laatste term moeten worden gebruikt. De Nederlandse tekst werkt trouwens ook met "overboekingsorder".

In de Franse termen "requis relatif" is een van beide overbodig. Met "relatif" lijkt te kunnen worden volstaan.

In overleg met de gemachtigde ambtenaren wordt voorgesteld het zesde lid te schrappen. De inhouding van de voorheffing is immers in dit besluit niet geregeld.

In het achtste lid zouden de woorden "in uitgaaf geboekt" moeten worden vervangen door "aangerekend" en in de Franse tekst zou "transfert" moeten worden vervangen door "prélèvement".

Artikel 102.

Het tweede lid van dit artikel is voor twee tegenstrijdige interpretaties vatbaar.

Dit lid handelt over een ordonnantie die onmiddellijk wordt "betaalbaar gesteld" (lees : "vereffend") en "geviseerd". Vermits men hier te doen heeft met een bepaling uit de afdeling "Vooraf door het Rekenhof te viseren uitgaven" zou de logische volgorde van de verrichtingen zijn : het onmiddellijk visum en de onmiddellijke vereffening. Aangenomen mag dus worden dat de twee termen hier onvrijwillig in omgekeerde volgorde zijn vermeld.

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaren zou die omkering nochtans een uiting kunnen zijn van de wil van de Regering om zodoende de provincie gelegenheid te bieden om in spoedgevallen een uitgave te vereffenen vooraleer het "voorafgaand" visum van het Rekenhof gevraagd en verkregen is. Artikel 112 van de provinciewet verzet zich echter tegen die werkwijze. De tekst zou derhalve moeten worden herzien of zou moeten vervallen.

Artikel 104.

In het derde lid moeten de woorden "alle vereiste stukken" klaarblijkelijk worden vervangen door "alle vereiste inlichtingen". De overschrijvingsformulieren moeten immers een aantal inlichtingen vermelden, maar "stukken" worden er niet bijgevoegd.

Het ware goed in het laatste lid te bepalen waar de uitgevoerde ordonnanties voorgoed als uitgave worden geboekt. Vermoedelijk gaat het hier om het grootboek van de uitgaven waarvan sprake is in het eerste lid van hetzelfde artikel en waarin de ordonnanties reeds vóór hun uitvoering worden ingeschreven.

Artikel 105.

In het eerste lid leze men "geopende rekeningen". Artikel 29 voorziet immers in het openen van verschillende van die rekeningen. Ook zou nader kunnen worden bepaald dat het gaat om "thesaurierekeningen", zoals deze genoemd zijn in artikel 29.

.../...

In plaats van de woorden "als voorbestemde ontvangst geboekt" herhale men liever de wending "op de begroting als voorbestemde middelen".

Het woord "achteraf" dat aan de tekst niets toevoegt, zou moeten vervallen, evenals trouwens het woord "constatée" in de Franse tekst.

In verband met het tweede lid dient te worden opgemerkt dat "de uitvoeringsorders" geen "vergissingen rechtzetten". Die vergissingen zijn en blijven begaan. Men leze : "de verbeterende uitvoeringsorders worden daarna ...".

In de Franse tekst vervange men "créés" door "émis".

Het vierde lid dat betrekking heeft op de sommen die bij vergissing aan de provincie zijn gestort, is niet op zijn plaats in het hoofdstuk dat handelt over de vereffening en de betaling van de uitgaven en in een afdeling betreffende de vooraf door het Rekenhof te viseren uitgaven. Die regel staat trouwens reeds in artikel 19, g) van het ontwerp. Hij moet hier dus vervallen.

Artikel 106.

Artikel 106 is voor een betere redactie vatbaar. Het tweede lid lijkt slechts een van de in het eerste lid bedoelde gevallen te zijn. Niets is echter minder waar. Alle betalingen van de provincie geschieden door toedoen van de

.../...

Postcheque- en girodienst of door toedoen van het Gemeentekrediet, niet alleen overschrijvingen, ook postassignaties. Beide alinea's van het artikel betreffen dus dezelfde **hypothese.**

De tekst zou duidelijker zijn indien het eerste lid geschrapt en het begrip speciaal krediet voor het bestrijden van de betalingskosten in het tweede lid verwerkt werd. Het artikel kan dan als volgt worden geredigeerd :

"De kosten verbonden aan het betalen van de uitgaven van de provincie door bemiddeling van ...; hiervoor worden op gezette tijden aanrekeningsordonnanties opgemaakt ten bezware van een speciaal krediet van de provinciebegroting. Die ordonnanties worden aan het Rekenhof gezonden. Die kosten mogen ook ...".

Artikel 107.

Dit artikel heeft betrekking op het geval dat het Gemeentekrediet de door de provincie verschuldigde bedragen ambtshalve inhoudt. In dat geval vindt men in de procedure het begrip vastlegging van de uitgave niet terug. Eerst na de betaling wordt het bedrag door de bestendige deputatie geordonnanceerd en wordt de ordonnantie door het Rekenhof geviseerd.

De term "aanrekeningsordonnanties" is dus niet dienstig en moet worden vervangen door "ordonnanties". Normaal komt de aanrekening vóór de betaling.

.../...

Het derde lid zou moeten worden gefusioneerd met het eerste lid, dat als volgt zou kunnen worden geredigeerd : "Voor de uitgaven betaald overeenkomstig artikel 113, tweede lid, van de provinciewet en voor alle andere regelmatige betalingen die door het Gemeentekrediet van België ambtshalve worden verricht voor rekening van de provincie, worden aanrekeningsordonnanties opgemaakt ...".

Aan het slot van het tweede lid vervange men de woorden "als bewijs dat de betaling is geschied" door de woorden "als bewijs dat het bedrag ambtshalve in mindering is gebracht", overeenkomstig de formule die gebruikt is in artikel 113, tweede lid, van de provinciewet.

Artikel 108.

Tegen de terminologie van het eerste lid is bezwaar : er zijn immers geen "aanrekeningsordonnanties betreffende ontvangsten".

Volgens de gemachtigde ambtenaren vallen de voorbeelden die onder b) en onder c) gegeven zijn - en die trouwens samenvallen aangezien c) slechts een bijzonder geval van b) is - niet werkelijk onder het begrip compensatie. Zij beogen het geval dat een bedrag van een begroting wordt afgenomen en op een andere begroting overgeboekt. Aan een debitering beantwoordt een creditering voor hetzelfde bedrag.

Wat het voorbeeld van artikel 108, a) betreft, dit geval zou zich nooit voordoen, want de Staat stort naar het heet alleen de netto-opbrengst van de belastingen welke hij voor de provincie int.

.../...

Het tweede lid zou dus moeten vervallen.

Artikel 109.

De afwijking waarop artikel 109 doelt, bestaat hierin dat het betalingen toestaat zonder dat er een aanrekenings-ordonnantie of regularisatie-ordonnantie van de bestendige deputatie is en zonder dat het Rekenhof zijn visum voor of na verleent. Artikel 108 eist weliswaar een ordonnantie van de bestendige deputatie en het visum van het Rekenhof maar men mag blijkbaar niet beweren dat dit het doel van dat artikel is. De afwijking bestaat; zij slaat niet bepaald op artikel 108, maar op het geheel van de artikelen 95 tot 109. Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De uitgaven wegens leveringen ... mogen ... van de bijzondere ontvanger worden betaald zonder ordonnantie van de bestendige deputatie en zonder visum van het Rekenhof".

Artikel 110.

Het ware nuttig in dit artikel te werken met de formule van artikel 116 en de tekst als volgt te lezen : "de ordonnanties van kredietopening bedoeld in artikel 112 van de provinciewet ...".

Om te voorkomen dat het woord "dienst" nog een nieuwe betekenis krijgt, verdient het aanbeveling te lezen "de goede werking van de dienst".

.../...

Artikel 111.

Volgens dit artikel worden de op een kredietopening geboekte bedragen gelijkgesteld met vastgelegde uitgaven als het Rekenhof eenmaal zijn visum heeft verleend. Dit betekent dat, wanneer een som van 10 miljoen per 1 januari ter beschikking van een ordonnateur wordt gesteld om de wedden van het personeel gedurende twaalf maanden te betalen, de gehele som wordt vastgelegd op 1 januari en niet naar gelang van de maandelijkse betalingen. Artikel 87 voorziet niet in dat geval.

Artikel 87 zou dus moeten worden aangevuld als volgt : "11) door de datum van het voorafgaand visum van het Rekenhof voor de bedragen waarvoor kredietopeningen zijn verleend".

De woorden "en op de desbetreffende begrotingsposten aangerekend" moeten als overbodig vervallen .

Artikel 112.

In het eerste lid moeten de woorden "ten bate van de schuldeisers van de provincie" vervallen. Dit spreekt vanzelf.

In het tweede lid vervange men de woorden "door bemiddeling van" door het woord "door" en in de Franse tekst vervange men het woord "tracée" door "prévue".

.../...

In het derde lid is de Franse term "liquider" niet juist. De ambtenaar-ordonnateur op kredietopeningen "vereffent" niet. Hij ordonnanceert, zoals blijkt uit het eerste en het tweede lid van het artikel. De vereffening geschiedt door de rekenplichtige van de provincie.

Men vervange derhalve "liquider" door "ordonnancer".

Ten slotte moeten de woorden "ten behoeve van de provinciale diensten" als overbodig vervallen.

Artikel 113.

Om verwarring te voorkomen verduidelijke men in het eerste lid "regularisatieordonnanties van de bestendige deputatie".

Anderzijds is het onjuist te stellen dat betalingen worden "verantwoord" door regularisatieordonnanties. De tekst zou beter als volgt worden gelezen : "worden voor de op geopende kredieten verrichte betalingen regularisatieordonnanties opgemaakt".

In het vijfde lid geven de woorden "na het vervullen van de formaliteiten van definitieve aanrekening" de werkelijke toedracht niet weer. Die formaliteiten worden door de provincie vervuld. In feite gaan de verantwoordingsstukken niet buiten het Rekenhof. Een betere lezing ware : "Wanneer het Rekenhof zijn voorafgaand visum voor definitieve aanrekening geeft".

.../...

In het zesde lid kunnen de woorden "die ongebruikt zijn gebleven" verwarring stichten als men ervan uitgaat dat de uitgaven worden vastgelegd zodra het voorafgaand visum voor de ordonnantie van kredietopening is verleend. De tekst zou moeten worden verduidelijkt.

Artikel 114.

Het eerste lid van artikel 114 is volkomen overbodig. De gemachtigde ambtenaren zijn het eens om die tekst te schrappen. Uit artikel 93 blijkt dat alle betalingen van de provincie geschieden door toedoen van de Postcheque- en girodienst en van het Gemeentekrediet, hetzij door middel van overschrijving hetzij door middel van postassignaties.

Anderzijds is het normaal dat voor iedere werkelijk uitgegeven som een aanrekeningsordonnantie ofwel een regularisatieordonnantie wordt opgemaakt en dat zij voor haar volle bedrag in uitgaaf wordt geboekt.

Het is onjuist, zoals in het tweede lid staat, dat een onverschuldigde betaling wordt "geregulariseerd". Zij wordt teruggevorderd. Men leze derhalve : "betalingen die ten onrechte verricht zijn worden teruggevorderd".

De woorden "storting in de provinciale kas" moeten worden vervangen door "terugstorting in de provinciekas". De term terugstorting is algemener en dekt alle wijzen van terugbetaling waarover de schuldeiser beschikt.

.../...

Artikel 115.

Om de redenen die onder de algemene opmerking V zijn opgegeven, zou deze bepaling moeten vervallen.

Het Rekenhof hoeft immers niet door een koninklijk besluit te worden gemachtigd om maatregelen te nemen ten opzichte van rekenplichtigen die ten achter zijn. Artikel 8 van de wet van 29 oktober 1846 verleent het Hof in dat opzicht zeer ruime bevoegdheden.

Artikel 116.

In het tweede lid vervange men de woorden "de geldvoorschotten worden betaalbaar gesteld door middel van ordonnanties" door de woorden "Voor geldvoorschotten worden ordonnanties opgemaakt".

De woorden "administratieve dienst" zou moeten worden vervangen door "dienst of inrichting".

De in het derde lid, eerste volzin bedoelde betaling "per giro" kan zowel door toedoen van het Gemeentekrediet als van de Postcheque- en girodienst geschieden.

Uit de tweede volzin van het derde lid blijkt dat de bijzondere rekenplichtige "in specie" mag betalen mits het hoofd van de inrichting of van de dienst de stukken heeft getekend. De eerste volzin van hetzelfde lid, waarin het tegendeel is gezegd, is derhalve te strak. Hierin kan verbetering worden gebracht door schrapping van het woord "slechts".

.../...

Artikel 117.

Volgens artikel 113 moet de ambtenaar-ordonnateur zijn betalingen bij het Rekenhof verantwoorden "binnen vier maanden na de maand waarin zij hebben plaatsgevonden en uiterlijk op 31 januari van het volgende jaar". Die uiterste termijn van 31 januari is niet voorgeschreven voor de beheerders van geldvoorschotten. De vraag is of dit niet uit het oog werd verloren.

In het tweede lid zouden de woorden "bijzondere rekenplichtige" in het meervoud moeten staan zoals in het eerste lid. Het laatste gedeelte van het tweede lid waarin sprake is van voorschotten "waarvoor nog geen rekening en verantwoording werd afgelegd" zou beter als volgt kunnen worden gelezen : "over het gebruik waarvan zij (de bijzondere rekenplichtigen) nog geen rekening en verantwoording hebben afgelegd in een vorige rekening".

Artikel 120.

Het eerste lid van artikel 120 waarin sprake is van het jaar volgend op dat "waarop de vastlegging van de uitgave betrekking heeft" schijnt tot gevolg te hebben dat wanneer het om geldvoorschotten gaat, de vastlegging van de uitgave, zoals voor kredietopeningen, zou plaatshebben bij het verlenen van het voorafgaand visum van het Rekenhof.

Is dat werkelijk zo, dan is het volstrekt noodzakelijk een artikel zoals artikel 111 in te voegen waarin zou worden bepaald dat de uitgave wordt vastgelegd wanneer het Rekenhof de ordonnantie van geldvoorschot viseert. In dat geval zou ook artikel 87 moeten worden aangevuld, zoals in overweging is gegeven bij het onderzoek van artikel 111.

.../...

Artikel 122.

Met dit artikel betreedt het reglement het gebied van de burgerlijke rechtsvordering en wil het een aangelegenheid behandelen die in het Gerechtelijk Wetboek is geregeld. Het artikel moet dus vervallen.

Artikel 123.

Het eerste lid kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"De schuldvorderingen die overgedragen zijn of waarop derdenbeslag is gelegd, worden onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de rekenplichtigen bedoeld in artikel 113bis van de provinciewet betaald aan de rechthebbenden wier schuldvorderingen behoorlijk bewezen zijn".

In het tweede lid zou moeten worden gelezen : "ten voordele van de rechtverkrijgenden van overleden schuldeisers".

Artikel 124.

Er zal niet altijd een verdeling moeten plaatshebben. Het kan ook voorkomen dat er slechts één erfgenaam, overnemer of beslaglegger is. Die mogelijkheid zou in de tekst tot uiting moeten komen.

Bovendien is het onjuist te stellen dat de verdeling bij de ordonnanties worden "gevoegd".

Met inachtneming van deze twee opmerkingen zou het artikel beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Wanneer schuldvorderingen als bedoeld in artikel 123 moeten worden verdeeld over overnemers, beslagleggers of erfgenamen, wordt een nota betreffende de wijze van verdeling bij de ordonnanties gevoegd".

Artikel 125.

De wending "die door het Rekenhof .., gedaan zijn" is onjuist. De aanrekeningen worden verricht door de diensten van de provincie; het Rekenhof neemt ze alleen over of neemt er gewoon nota van.

In het derde lid sluiten de woorden "ordonnanties ... die door het Rekenhof geviseerd werden" de regularisatie-ordonnanties uit, die onder meer worden uitgegeven voor betalingen op kredietopeningen. Artikel 113 machtigt immers tot het uitgeven van zodanige - door het Rekenhof te viseren - ordonnanties tot 31 januari van het volgend jaar.

Nu artikel 125, derde lid, als termijn stelt "uiterlijk de laatste dag van het afgelopen halfjaar" moet dit noodzakelijk meebrengen, willen beide bepalingen overeenstemmen, dat de regularisatie-ordonnanties worden uitgesloten. Dit zou met zoveel woorden in de tekst moeten worden gezegd.

Eenzelfde opmerking kan worden gemaakt bij het vierde lid. De "standopgave" mag alleen het totaal bedrag van een ordonnantie van kredietopening of van geldvoorschot vermelden.

Om de redenen die zijn opgegeven in de algemene opmerking V, moeten de alinea's 6 en 7 vervallen.

.../...

Artikel 126.

Artikel 126, eerste lid, heeft alleen betrekking op de aanrekeningsordonnanties die alleszins moeten worden "uitgegeven" vóór 1 januari (dit is wanneer de uitgave vastgelegd en geordonnanceerd is). Dat volgt uit het gebruik van de woorden "tijdens het begrotingsjaar uitgegeven".

Luidens hetzelfde lid worden die ordonnanties verbonden aan het begrotingsjaar waarin zij zijn uitgegeven en niet aan het begrotingsjaar waarin ze in de boekhouding zijn opgenomen, voor zover de data 10 januari en 31 januari in acht worden genomen. (Hieruit volgt, a contrario, dat een uitgave die in 1972 vastgelegd en geordonnanceerd is maar waarvan de ordonnantie aan het Rekenhof mocht worden toegezonden na 10 januari of die in de boekhouding mocht worden opgenomen na 31 januari, automatisch zou worden opgenomen in de boekhouding van het volgend begrotingsjaar).

Volgens de gemachtigde ambtenaren zouden de ordonnanties die voldoen aan de voorwaarden van artikel 126, eerste lid, willen zij aan het begrotingsjaar van de vastlegging verbonden kunnen worden, bovendien ten laatste op 31 januari betaald moeten zijn. Dit kan worden opgemaakt uit de wending "in de boekhouding opgenomen". Dit zou echter duidelijker tot uiting komen indien het eerste lid eindigde met de woorden "... op voorwaarde dat zij vóór laatstgenoemde datum worden betaald".

.../...

Artikel 129.

In het eerste lid vervange men de woorden "ordonnanceringen op voorbestemde ontvangsten" door "uitgaven".

In het tweede lid vervange men de woorden "ieder fonds" door "ieder krediet".

Artikel 130.

In het ontwerp is sprake van "provinciale bedrijven", onder meer in de artikelen 12, i) en 13, e). Ook artikel 114bis van de provinciewet voorziet in het bestaan van provinciebedrijven. Men kan zich derhalve afvragen of artikel 130 van het ontwerp de uitsluiting, welke voorkomt in artikel 159 van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, niet zou kunnen overnemen als volgt : "met uitzondering evenwel van de gelden der overeenkomstig artikel 114bis van de provinciewet beheerde bedrijven".

Artikel 131.

In artikel 131, a) vervange men het woord "voorlopige" door "tijdelijke" (cfr. artikelen 53, 5) en 130, c).

In de tekst onder a) en b) dienen de termen "thesaurierekeningen" en "begrotingsrekeningen" in het enkelvoud te staan. Uit de artikelen 140 en 141 blijkt immers dat er een

.../...

thesaurierekening en een begrotingsrekening is. Bovendien geven die artikelen 140 en 141 op omstandige wijze aan wat thesaurierekening en begrotingsrekening omvatten. Het is derhalve overbodig in artikel 131 met betrekking tot de inhoud van die rekeningen bondige en onvolledige details te verstrekken. Er zou moeten worden gelezen : "a) de thesaurierekening zoals zij bepaald is in artikel 140; b) de begrotingsrekening zoals zij bepaald is in artikel 141".

Artikel 133.

In de tekst onder d) is de zinswending "beschikbare gelden die dienden opgevraagd en teruggestort te worden" niet zeer gelukkig. Beter ware : "beschikbare gelden die tijdelijk belegd werden of de beleggingen die opgevraagd en teruggestort dienden te worden ...".

Artikel 134.

In het eerste lid zouden na het woord "diensten" de woorden "en inrichtingen" moeten worden ingevoegd.

Artikelen 135, 136, 137 en 138.

Met de artikelen 135, 136 en 137 regelt de Koning in genendele de comptabiliteit van en de controle op de vastgelegde uitgaven maar legt hij aan de bestendige deputatie en aan de provincieraad bepaalde verplichtingen op in verband met het beheer van de provincie. Ook hier voegt het reglement aan de wet toe terwijl die voorschriften alleen door de wetgever aan de provincies kunnen worden opgelegd.

.../...

Wat artikel 138 betreft, de regelen welke het stelt staan reeds in artikel 13, j).

Al deze bepalingen moeten dus vervallen.

Artikel 139.

Voor de teksten onder 4 en 5 geldt eenzelfde opmerking : de Raad van State heeft niet kunnen achterhalen waarom als tijdstip is bepaald "het einde van de maand februari van het volgende jaar".

Luidens artikel 113 moeten de betalingen op kredietopeningen (geval van de tekst onder 4) worden verantwoord door regularisatie-ordonnanties binnen vier maanden na de maand waarin zij hebben plaatsgevonden en uiterlijk op 31 januari van het volgende jaar. Het is derhalve niet duidelijk hoe er op het einde van de maand februari betalingen kunnen zijn "die nog geregulariseerd moeten worden".

Er schijnt gemis van overeenkomst te zijn tussen beide artikelen. Dat is ook het geval met de tekst onder 5) en artikel 8 van het ontwerp hetwelk ook bepaalt dat de ordonnanties tot regularisatie van ambtshalve ingehouden bedragen uiterlijk op 31 januari worden opgesteld.

Artikel 140.

In het eerste lid is sprake van de "thesaurierekening" en in het tweede lid van de "verschillende thesaurierekeningen".

.../...

Beide termen zijn juist maar het tweede lid zou duidelijker zijn met de woorden "de rekeningen bedoeld in artikel 29".

In de tekst onder a) kan het woord "beheer", dat in verschillende betekenissen kan worden verstaan, gevoeglijk worden vervangen door "jaar". Dezelfde opmerking geldt voor de tekst onder d).

Artikel 141.

In de tekst onder A, 4) kan juister worden gelezen : "de staat van de portefeuillewaarden".

In dezelfde tekst vervange men de woorden "met inbegrip van de opvragingen" door "met vermelding van de opvragingen".

Dezelfde opmerkingen gelden voor de tekst onder B, 5).

De tekst onder C) spreekt over "de verschillende rekeningen". Dat begrip lijkt dubbelzinnig en de juiste betekenis kon niet worden achterhaald. De Regering dient nader te bepalen wat zij hieronder verstaat.

Artikel 143.

In het tweede lid herhale men de woorden van het eerste lid en leze men "betaalde uitgaven".

.../...

Artikel 146.

In de tekst onder a) moet worden gelezen "de provinciale inrichtingen en diensten".

Artikel 152.

In het eerste lid van dit artikel vervange men de woorden "het verlopen beheer" door "het afgelopen jaar".

In het tweede lid vervange men de woorden "de ter zake bevoegde ambtenaren" door "de aangewezen ambtenaren".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
De Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Cl. ROUSSEAUX, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Cl. ROUSSEAUX, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER.

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER.

G. HOLOYE.